

L'AFGHANISTAN ET LA DISCUSSION POUR LE PROGRES DE L'HISTOIRE

Ce livre de J. Posadas publié dans Edition Science Culture et Politique porte le titre « L'Afghanistan et la discussion pour le progrès de l'histoire ». Il s'agit d'une deuxième édition complétée (No. 36 - Sept 1985 - ISBN 2-87134-004-8).

Il contient les textes suivants : « *L'Afghanistan et la discussion pour le progrès de l'histoire* » du 20 Janvier 1980, « *L'Afghanistan, l'impérialisme, l'Union Soviétique et la construction du socialisme* », dont la première partie est datée du 31 Décembre 1979 et la seconde du 5 Janvier 1980, et « *Le Coup d'Etat révolutionnaire en Afghanistan* » du 27 Avril 1978.

PRÉFACE

Ce livre sur l'Afghanistan est une analyse faite avec des mots clairs et simples d'un processus révolutionnaire qui, pour aller de l'avant, a besoin du soutien et de l'aide de l'Union Soviétique et de la révolution mondiale. Un peuple qui comme en Afghanistan vient de sortir du féodalisme ne peut pas avec ses forces propres faire face à la contre-révolution mondiale, qui voudrait maintenir le pays dans l'arriération. L'impérialisme mondial dépense des millions de dollars par an pour armer une bande d'assassins, dont l'objectif est de semer la peur et d'empêcher la population de s'organiser, près de la frontière du Pakistan, pour créer des moyens productifs qui lui permettent de vivre dans la dignité. L'impérialisme et les medias n'ont pu présenter aucune image de la soi-disant guérilla montrant que celle-ci est en train de lutter pour une quelconque forme de progrès. Bien au contraire, ils se voient obligés de présenter les luttes entre les différents groupes d'assassins qui se disputent tout ce que la contre-révolution mondiale met à leur disposition.

Dans ce livre, J. Posadas n'invente rien. Il ne fait qu'appliquer la méthode matérialiste pour analyser un processus objectif qui a nécessairement besoin de la révolution mondiale pour triompher. Demander aux forces révolutionnaires d'Afghanistan d'agir sans l'appui de l'Union Soviétique n'a aucun sens, étant donné que ce pays n'est que le prolongement d'un processus dont le centre se trouve en Union Soviétique. Et l'Union Soviétique intervient parce qu'elle a besoin de soutenir la révolution mondiale, afin de consolider et de développer la structure mondiale du processus révolutionnaire. Il n'y a pas une seule lutte dans le monde qui ne se développe dans le cadre de la lutte système contre système. Si J. Posadas soutient inconditionnellement l'intervention de l'URSS en Afghanistan, même s'il a des critiques à formuler contre certains comportements de la direction bureaucratique, c'est parce que l'intervention de l'État ouvrier prolonge les formes d'organisation économique et sociale qui se sont démontrées capables de vaincre les fléaux que le capitalisme ne peut pas résoudre.

Tout comme n'importe quel pays en voie de développement, l'Afghanistan ne peut pas développer son économie, élever les conditions de vie de la population, s'il ne prend pas les formes d'organisation économique et sociale que se sont donné les États ouvriers. Dans les dernières années qui viennent de s'écouler, aucun exemple n'a pu démontrer qu'un pays en voie de développement a la possibilité d'élever les relations sociales en prenant la voie capitaliste.

Même des pays qui possèdent des richesses en matières premières incalculables, comme les pays du Golfe, se trouvent aujourd'hui, comme l'Arabie Saoudite, au bord de la faillite la plus complète. Dans de telles conditions, comment peut-on trouver des forces de gauche qui demandent à l'URSS de partir d'Afghanistan ?

Ce livre de J. Posadas analyse très précisément les dernières expériences révolutionnaires qui ont eu le soutien de l'Union Soviétique. Après cette intervention, tous ces pays ont connu le progrès, un développement des forces productives et des rapports sociaux. Les anciens exploités ont dû bien évidemment quitter ces pays, comme au Vietnam, parce que leur raison d'être est de continuer à exploiter, à vivre de la vente de la drogue, de la destruction des autres. Quand certains demandent alors la liberté dans les pays qui se sont libérés de l'oppression impérialiste, il s'agit de la liberté d'agir librement pour tous ces secteurs qui organisent la mort, la destruction de la majorité de la population.

Ce livre a pour objectif de poser une discussion dans le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, sur les formes que prend aujourd'hui la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme mondial. Nous ne sommes pas dans une étape de l'histoire où les pays se développent de façon indépendante les uns des autres. Nous sommes dans une étape où il existe de grands monopoles qui contrôlent l'économie de l'ensemble du monde capitaliste. A New York, on peut décider la crise de n'importe quel pays du monde capitaliste. Alors dans de telles conditions, comment peut-on dire que « chaque peuple doit se servir de ses forces propres pour se libérer de l'impérialisme » ?

Edition Science Culture et Politique - Septembre 1985

L'AFGHANISTAN ET LA DISCUSSION POUR LE PROGRES DE L'HISTOIRE

J. POSADAS - 20 janvier 1980

Il ne faut pas considérer les événements d'Afghanistan en eux-mêmes, mais envisager leurs conséquences : d'une part la réaction de l'impérialisme, des pays capitalistes, le manque d'homogénéité de cette réaction et les causes de ce manque d'homogénéité, d'autre part la réaction des partis communistes, leur manque d'homogénéité et la concentration des masses du monde pour appuyer l'Afghanistan. Tout cela montre quelle étape nous vivons. Contrairement à ce que disent ou croient l'impérialisme et les capitalistes - ainsi que les directions de certains partis communistes et socialistes -, ce n'est pas la stabilité de l'humanité qui est en danger mais celle du système capitaliste. Le moyen qu'il a pour se maintenir est de préparer la guerre. Mais tous les événements montrent la faiblesse du capitalisme et son manque de capacité pour affronter le progrès de l'histoire. L'intervention soviétique en Afghanistan est un progrès de l'histoire. Les capitalistes essaient de la présenter comme le coup de griffe d'un pays qui cherche à attirer et à avaler les autres pays. Certains partis communistes - une petite minorité - présentent cela comme une tentative d'intervenir dans un autre pays, mais sans spécifier dans quel but.

Quand un médecin vient à la maison, est-ce qu'on se demande : « Vient-il pour soigner ou pour tuer ? ». Quand un scientifique apporte des connaissances scientifiques à un autre pays, est-ce qu'on se demande : « Pourquoi ? ». En revanche il y a ceux qui exportent des armes pour assassiner, il y a des criminels comme les dirigeants des États-Unis qui ont liquidé Kennedy, et ensuite une partie de ceux qui ont participé à son assassinat (1). Ce sont deux situations différentes.

Ce processus mondial est complexe dans sa façon d'avancer vers le socialisme, faute d'une direction compacte, homogène, d'une vie politique et programmatique antérieure permettant d'avancer tout en développant la conscience, la compréhension, la capacité théorique et pratique, et d'influencer le reste du monde. La Révolution Russe le faisait. Les États ouvriers actuels ne le font qu'en partie.

On ne doit pas discuter en fonction de ce que dit la presse capitaliste, ni même en fonction de ce que dit la presse de certains partis communistes, comme dans le cas du Parti Communiste Italien, qui n'exprime pas ce qui se passe réellement mais traduit ses propres préoccupations et ses propres craintes parce qu'il ne comprend pas le processus. Il n'est pas préparé à le comprendre parce qu'il a une éducation idéaliste. Il pense qu'il va avancer et empêcher le capitalisme de s'opposer et de résister, ou pouvoir vaincre cette résistance au travers des élections, du parlement et accessoirement des mobilisations, des manifestations, des meetings. Il n'en va pas ainsi : le processus se déroule au travers de la lutte de classes.

L'Union Soviétique n'intervient pas en Afghanistan uniquement en prévision d'un cours antisoviétique de l'impérialisme, mais en prévision d'un encerclement. L'impérialisme ne veut pas seulement la mettre en échec ou l'empêcher d'agir, il veut l'encercler en vue de la préparation de la guerre. Si on fait cela à n'importe quel pays capitaliste, celui-ci répond par la guerre ! Les Soviétiques réagissent en développant les conditions de création d'un nouvel État ouvrier.

Ceci n'est pas une excuse pour les limitations des Soviétiques. Nous maintenons nos critiques et nos revendications envers l'URSS. Mais ici, il ne s'agit pas de l'URSS et de nous, de l'URSS et du Parti Communiste Italien, mais de l'humanité : il y a d'un côté les États ouvriers dont l'Union Soviétique, et de l'autre le capitalisme dont l'impérialisme yankee. L'Union Soviétique et l'impérialisme yankee sont les centres qui décident l'histoire. Celui qui ne comprend pas cela ne voit pas ce qui se passe dans la vie. C'est l'impérialisme yankee et l'État ouvrier soviétique qui décident. Or, quelle est la conduite de l'URSS ? Qu'a-t-elle fait en intervenant en Afghanistan ? A-t-elle avalé ce pays ? A-t-elle emporté tout son or, son argent, sa nourriture ? Écrase-t-elle les gens ? Les emmène-t-elle travailler en URSS ? Il n'y a aucune nouvelle de cela. En revanche il y a des informations transmises par la propre presse capitaliste - la même qui disait d'abord qu'il y avait plein de tanks, de soldats, d'avions soviétiques, que les gens avaient peur, ne parlaient pas, ne discutaient pas, que Kaboul était un cimetière -, disant qu'il y a des réunions, des discussions, des assemblées d'ouvriers, de paysans, à Kaboul et dans tout le pays.

Quant à cette guérilla que l'on présente en train de combattre avec héroïsme, on n'a pas encore montré un seul guérillero ayant capturé un tank ou un soldat soviétique. Cette guérilla d'Afghanistan, si elle existe, est au service de qui ? On peut avoir des armes et faire la guérilla, mais au service de qui ? Ce qui définit la fonction, ce n'est pas d'avoir une arme mais pourquoi on l'a. Ce n'est pas eux qui ont inventé la guérilla. Il y a des siècles que les guérillas existent. Ce sont les Soviétiques qui leur ont donné une forme cohérente et les ont utilisées pour vaincre l'impérialisme mondial, et ensuite les nazis. Au travers de la guérilla, les Soviétiques impulsaient la lutte anticapitaliste. Mais que cherchent, que veulent les guérillas d'Afghanistan ? Elles sont dirigées par des féodaux et des grands propriétaires, des agents de l'impérialisme. Ce ne sont pas seulement des types payés mais de véritables agents, des équipes de conseillers militaires et politiques de l'impérialisme, destinés à organiser des bandes. Quelles mesures économiques prennent-ils ? Ils maintiennent le pouvoir féodal. Que font les Soviétiques en Afghanistan ? Ils soutiennent les conquêtes déjà réalisées, la réforme agraire, ils impulsent les nationalisations et le développement des syndicats. Que font les uns et que font les autres ? Où est l'invasion ? Où est l'intervention d'oppression ? L'impérialisme ne discute pas ainsi, mais les communistes, les socialistes, les radicaux, les groupes démocratiques non plus.

C'est sous cette forme que se développe le processus de l'histoire. Il n'y en a pas d'autre. La forme électorale ne décide pas. Il est important d'intervenir dans des élections, il faut faire en sorte d'obtenir le plus grand nombre possible d'élus, mais ce ne sont pas les élections qui décident dans l'histoire. Elles sont une expression très lointaine de la volonté, des possibilités et des conditions de transformations sociales. Les élections ne sont pas une preuve, ni même un indice. Elles sont tout au plus un reflet. L'expression directe est donnée par le soulèvement des masses : si la population en Afghanistan était contre l'invasion, qui l'empêcherait de se soulever ? Il n'est pas vrai que les tanks soviétiques sont là pour assassiner, ni que l'armée soviétique est en train d'écraser la population. Où le voit-on ? Les gens parlent, circulent, discutent, se réunissent, mènent une vie normale. Et surtout, ils décident de transformer le pays, de nationaliser l'économie et les terres. Maintenant, ils engagent une tâche qui était indispensable : développer un véritable Parti Communiste. Il n'y en a pas et il n'y en avait pas avant. Cela montre les failles, les erreurs de la fonction de la bureaucratie soviétique. Il n'y a jamais eu de véritable Parti Communiste, alors que l'Afghanistan est à la frontière de l'URSS. L'URSS aurait dû créer un Parti Communiste depuis longtemps. C'est là un héritage de Staline.

Il faut discuter dans les partis communistes quelle est la fonction de l'intervention soviétique en

Afghanistan, et si l'Afghanistan peut se développer sans elle. Voilà la façon scientifique de discuter. Ce n'est pas juste de dire comme le font les partis communistes, socialistes et démocrates « qu'il faut laisser chaque peuple se libérer par lui-même ». Ce n'est ni juste ni scientifique. S'il en était ainsi, il ne faudrait pas non plus utiliser dans d'autres pays les connaissances scientifiques provenant des Anglais, des Soviétiques ou des Allemands. Pour se soigner par exemple, il faudrait « le faire par soi-même » dans chaque pays. C'est idiot ! Nous employons aujourd'hui encore des principes d'Asclépios en médecine qui datent d'il y a 2400 ans, et personne n'a l'idée de dire : « Cela ne vient pas de mon pays ».

La science a la qualité de développer et d'unifier les gens, et elle pousse le moins avancé à s'unir au plus avancé. Pourquoi n'en irait-il pas de même socialement ? Et pourquoi vouloir que l'Afghanistan se libère tout seul, alors que ce pays n'a pas de prolétariat, qu'il est peuplé de paysans extrêmement misérables, qu'il n'a pas de droits, d'autorité, d'organisation, ni de moyens ? Comment s'est faite l'histoire des pays du monde ? En Italie, par exemple, Garibaldi a participé à la libération de l'Amérique Latine en passant par le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. Il faut donc discuter du droit et de la nécessité d'expansion, de développement de la science, tant médicale que politique. La connaissance culturelle est-elle, oui ou non, universelle ? Actuellement encore, des acteurs de théâtre reprennent les mouvements des artistes de la Grèce Antique et font des représentations théâtrales influencées par la Grèce.

La culture est universelle car elle homogénéise le besoin de progrès humain. Comme il s'agit de relations humaines, la culture peut se développer et englober tous les pays du monde. Sa fonction n'est pas limitée à des frontières nationales. Elle est une conquête de l'humanité en tant que société humaine. La politique est une expression de la culture, et l'État ouvrier est l'expression la plus élevée de la culture à cette étape. L'État ouvrier a donc le devoir d'étendre au monde entier la structure, les conditions sociales de l'Union Soviétique, non la bureaucratie mais la propriété étatisée, la planification de la production, l'intervention, la participation culturelle, politique et sociale des masses, de la population, dans la planification, dans la direction et dans tout le processus de développement culturel et politique : voilà les bases de la culture. C'est la politique qui doit faire cette action car elle ne peut pas se faire seulement sur le plan culturel. L'État ouvrier soviétique, malgré toutes ses failles et ses limitations, a les bases du progrès de l'histoire : propriété étatisée, y inclus l'essentiel de la propriété agraire, planification de la production. Ces bases permettent d'éliminer les conséquences essentielles de la vie du système capitaliste : la soumission de la société à l'économie et le fonctionnement de celle-ci selon les intérêts de ceux qui commandent, qui ont la propriété, et non en fonction des besoins. Le programme de l'État ouvrier n'est pas complet, il est limité dans son fonctionnement mais il s'établit en fonction des besoins. C'est sur cette base que les masses soviétiques s'éduquent. Le programme de production de la propriété étatisée est fait en fonction des besoins de la population. La planification n'est pas complète et elle reste très limitée du fait que c'est la bureaucratie qui planifie encore, mais c'est une base de développement.

Comparons l'organisation économique des États ouvriers et celle du système capitaliste. Ce dernier produit en fonction des intérêts privés. C'est la concurrence capitaliste qui détermine le fonctionnement du système. Cela signifie produire à moindre prix pour augmenter les profits. Cela pousse le capitaliste à produire en utilisant des éléments chimiques qui endommagent et détruisent l'organisme humain. Voilà la concurrence capitaliste ! Le capitalisme n'agit pas en fonction des besoins mais en fonction de ses propres intérêts. C'est là une conception, une structure consciente de la vie qui ne peut être corrigée. L'augmentation de la concurrence capitaliste pousse le capitaliste à baisser les prix à un certain moment. Mais il fait cela pour éliminer les

autres, car ensuite il les augmente : tels sont ses mécanismes.

Il ne peut en être ainsi dans l'État ouvrier, même pas à l'étape de Staline. L'État ouvrier a besoin de développer la production, la consommation, la capacité sociale, culturelle et scientifique de la population. Sans cela, il n'y a pas de développement économique. Pour que l'État ouvrier se développe, la population doit s'élever culturellement, scientifiquement et socialement. Autrement, il n'y a pas de développement. L'État ouvrier - malgré toute la bureaucratie soviétique - ne peut faire autrement que de transporter ces conditions partout où il va. Il ne transporte aucune oppression sociale mais il transforme et développe les relations sociales et productives arriérées. Il le fait bureaucratiquement, ce qui l'amène à contenir et à limiter toutes les possibilités du progrès économique et social. C'est encore vrai aujourd'hui, mais il n'empêche pas ce progrès. L'État ouvrier n'a pas d'autre issue que de développer, transmettre où il va le progrès de l'Union Soviétique : c'est une loi de l'histoire. La structure soviétique qui a liquidé Staline ne peut pas aller en Afghanistan pour revenir à Staline. Il faut être stupide pour croire une chose pareille !

Nous posons donc une conclusion culturelle et scientifique : cela n'a pas de sens de parler de l'Union Soviétique comme d'un pays qui veut envahir un autre, ni de parler de « socialisme dans la liberté ». Celui qui dit cela ne comprend pas le socialisme. Le socialisme est la forme la plus complète de la liberté. La liberté ne commence pas quand chacun dit ce qu'il veut, mais quand l'être humain se libère de la dépendance des nécessités économiques et de l'oppression que signifie cette dépendance. Il n'y a pas d'oppression en Union Soviétique et cela doit se transmettre dans tout ce que fait l'Union Soviétique à l'extérieur. Elle ne peut pas faire autre chose. Elle met certaines limites, elle essaie d'en tirer plus de profit pour certains secteurs bureaucratiques, mais elle doit impulser le progrès.

Il y a un exemple très clair : la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. On ne connaissait même pas ces pays avant la Révolution Russe et la dernière guerre. On voyait un grand bloc de glace et les gens disaient : « Voilà l'Estonie ». Maintenant, ce sont des républiques développées qui ne connaissent ni la misère, ni le chômage, ni la faim. Il n'y fait plus froid non plus car la glace de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie est réchauffée par le développement socialiste de ces pays. C'est un peu poétique mais c'est bien vrai. Ces peuples n'avaient rien et maintenant ils ont tout.

La Lettonie n'était rien et est devenue un pays développé. On la présente comme un appendice de l'URSS. Il est possible qu'elle le soit militairement, mais c'est là une nécessité, car par le fait elle augmente la puissance de l'Union Soviétique et affaiblit celle du capitalisme. Mais la Lettonie est développée. Elle a des universités, des écoles et des moyens de transport, alors que dans un pays capitaliste tel que l'Italie il n'y a même pas encore les transports nécessaires. Cela montre ce que doivent faire les Soviétiques là où ils sont.

Les Soviétiques ont impulsé l'Éthiopie. Qu'est-ce que l'Éthiopie aujourd'hui comparée à ce qu'elle était avant ? Avant, elle n'existait que par le petit groupe qui commandait. 10% de la population vivait sur le dos de 90%. Il n'y avait ni industrie, ni développement agricole, ni transports, ni culture. L'enseignement universitaire se basait sur la quadrature de la tête du Négus qui soutenait que la terre était carrée (il voyait la terre comme sa tête). Les Éthiopiens lui coupèrent la tête, avec l'aide des Soviétiques, au travers des Cubains. L'Éthiopie a été envahie. Il n'y a aucun doute là-dessus : 20.000 Cubains y sont intervenus. Qu'est-ce que l'Éthiopie maintenant ? Est-elle carrée ? Non, elle a la rondeur harmonieuse de la vie, elle se développe économiquement et socialement. Elle a réalisé un progrès qu'aucun pays capitaliste, aucun parti socialiste ni communiste n'a accompli. Plus des 90% de la population se composent de paysans. 95% des gens étaient

analphabètes. Mais maintenant, l'armée est faite de paysans qui ne sont pas là pour gagner leur vie mais pour défendre la révolution. Cela a pu se faire par le programme que l'Union Soviétique a donné à l'Éthiopie : étatisation, planification, intervention des ouvriers. Les Soviétiques ont fait cela, même de façon limitée. Ils ont fait de même en Angola, au Mozambique, au Vietnam. Ils ne peuvent faire autrement. C'est ainsi que l'on doit discuter.

Tous ceux qui critiquent le Vietnam ne tiennent pas compte qu'un million de gens, qui étaient des ennemis, des partisans de Thieu, vivent dans le pays et sont en train d'y être rééduqués. Ils sont misérables tous ceux qui font campagne contre le Vietnam. Ils ne se préoccupent pas d'étudier l'histoire et acceptent donc l'influence capitaliste. Un million de personnes provenant du régime de Thieu vivent au Vietnam et y reçoivent à manger, alors que le Vietnam lui-même n'a pas à manger ! Le Vietnam est en train de se transformer - à partir de zéro - en un pays avancé socialement, culturellement et scientifiquement. Il le fait grâce à l'appui et au programme Soviétiques, les mêmes que l'URSS va maintenant développer en Afghanistan. Voilà l'exemple qu'il faut montrer. Au lieu de cela, on nous montre l'exemple de ces 200.000 réfugiés qui s'enfuient, qui « par hasard » ont pu acheter des bateaux au prix de milliers de dollars. Ces pauvres réfugiés avaient des milliers de dollars ! On ne peut analyser ainsi l'histoire. Quand on le fait ainsi, surtout en tant que Parti Communiste, c'est parce que l'on manque de méthode d'analyse. Alors on analyse et on interprète avec une méthode impressionniste, idéaliste. L'impressionnisme conduit à l'idéalisme. Ce n'est pas de l'analyse matérialiste dialectique.

Si les Soviétiques quittent l'Afghanistan, l'impérialisme y entre. En le faisant, il encercler l'URSS. Comment peut-on ignorer cela ? Le droit d'un pays est déterminé par la fonction qu'il accomplit dans l'histoire. Le droit bourgeois est une chose, le droit socialiste en est une autre, très supérieure. Le droit bourgeois s'est développé en même temps que les barrières et les frontières. Cependant, c'est le capitalisme qui a inventé les guerres destinées à modifier constamment les limites frontalières, selon l'intérêt du plus fort. C'est là toute l'histoire du système capitaliste et avant lui de la société féodale et esclavagiste, des sociétés basées sur le pouvoir économique et militaire. C'est ce que le capitalisme espère encore pouvoir faire. Les États ouvriers ont besoin de s'étendre pour s'affirmer et leur expansion ne signifie pas oppression. Là où ils vont, ils ne peuvent opprimer mais doivent développer la planification de la production, développer la population pour la faire intervenir consciemment. C'est ce qui répond aux intérêts historiques et concrets de l'URSS (non à ceux de la bureaucratie), du fait même de la structure historique de l'État ouvrier. L'Union Soviétique n'intervient pas pour appuyer les assassinats d'Amin (2). Il y a des luttes inter bureaucratiques très grandes, mais même ces luttes débouchent sur une impulsion de l'État ouvrier.

C'est ainsi que se déroule l'histoire maintenant. Quel Parti Communiste discute cela ? On y discute de droits abstraits. Le droit est un résultat du fonctionnement capitaliste. Il faut dire de quel droit on parle. Si l'Union Soviétique était restée soumise à Staline, Hitler aurait triomphé. Mais malgré Staline, l'URSS a organisé la volonté de vaincre Hitler. D'où est sortie une telle volonté ? De la conscience acquise par la population Soviétique, de la structure étatique et de la planification économique qui, bien que bureaucratiques, ont permis à l'Union Soviétique de devenir un des premiers pays du monde, déjà en 1939, et aujourd'hui le pays le plus avancé du monde sous de nombreux aspects.

Les masses du monde voient cela, elles ne voient pas l'intervention soviétique comme une intervention militaire mais comme un appui politique et social. Quand une intervention militaire se produit, il faut juger sa finalité sociale et politique, ses conclusions sociales. Intervenir en

Angola pour abattre la dictature portugaise, ou mettre en déroute l'Afrique du Sud, c'était nécessaire et c'est bien. Qu'ont-ils fait ensuite ? Ils ont impulsé le développement économique. Cela n'avance pas beaucoup, mais cela avance quand même bien, compte tenu de l'arriération antérieure.

Le Vietnam, l'Angola, Cuba, sont des pays sortis de l'arriération la plus complète, des pays sans culture, sans art, ni science, ni économie, ayant un taux énorme de mortalité dû à la faim. Maintenant, plus personne ne meurt de faim dans aucun de ces pays. C'est l'État ouvrier qui a fait cela, ce qui signifie un combat contre l'impérialisme. Celui-ci pousse des hauts cris parce qu'il veut empêcher que l'Afghanistan ne devienne un État ouvrier. Tel est son intérêt. Mais il sent qu'il ne peut l'empêcher et que les Soviétiques sont décidés à agir. Alors il crie et menace pour empêcher que les Soviétiques ne fassent la même chose dans les autres pays comme l'Iran, pour protéger le Pakistan, empêcher l'influence soviétique en Turquie. L'impérialisme a conscience qu'il n'a déjà plus rien à faire en Iran. L'Afghanistan et l'Iran sont déjà perdus pour le capitalisme. L'impérialisme essaie de gagner du temps pour donner quelque homogénéité au capitalisme.

La discussion à faire dans le mouvement communiste doit porter sur les causes, la raison, la finalité et les conclusions d'une intervention d'un pays dans un autre. Il ne s'agit pas de droit abstrait. Le capitalisme, aux époques de guerre, viole lui-même tous les droits démocratiques. Le capitalisme foule aux pieds la souveraineté de n'importe quel pays au nom du système capitaliste, avant ou pendant la guerre, ou quand cela l'intéresse, pour soutenir le capitalisme. L'État ouvrier soviétique doit impulser la révolution là où il va, pour faire progresser des mesures vers le socialisme : ce sont deux « soumissions ». L'impérialisme a occupé et occupe encore le canal de Panama. Qu'a-t-il fait de Panama ? Une fabrique d'eau et de bananes et rien de plus. Là où vont l'État ouvrier soviétique et les autres - que ce soit Cuba, la Pologne ou la République Démocratique Allemande -, ils développent l'économie, la culture, la science, la capacité d'unification de la population pour avancer vers le socialisme.

La liberté n'est pas une abstraction. C'est un instrument pour construire le progrès de la vie. Autrement, c'est un chant dans le vide. La liberté doit servir à construire le progrès des gens. Ce progrès se construit sur la base de la structure économique : il faut planifier l'économie. Si les directions d'un pays sont contre cela, il faut aider les populations de ces pays à éliminer les directions capitalistes, quel que soit le moyen, du plus économique au plus coûteux. Telle est la relation qui existe dans le monde. Comment peut-on ignorer que l'impérialisme yankee est intervenu au Vietnam pour empêcher le développement de la révolution dans tout le Sud-est Asiatique ? Il est intervenu en Corée pour empêcher sa transformation en État ouvrier. Les Chinois, ainsi que les Vietnamiens et les Soviétiques, ont beaucoup appuyé la Corée. Est-ce que la Corée du Nord a vaincu toute seule la Corée du Sud et les Yankees ? Non, ce sont les Coréens, avec les Chinois, les Soviétiques et les Vietnamiens qui l'ont fait. Ces derniers n'étaient pas structurés mais ils ont été nombreux à défendre la Corée du Nord. Comment la Corée du Nord a-t-elle gagné ? Grâce à l'appui des États ouvriers.

Pour faire progresser l'histoire, il faut utiliser les structures nécessaires. Quelles sont ces structures ? Celles du capitalisme ? Non. Il est de notoriété publique que le capitalisme signifie la régression, le crime, la mort, l'assassinat, l'empoisonnement. L'État ouvrier signifie le progrès, il est l'instrument du progrès qu'il faut appuyer. Les formes et le développement qu'il prend peuvent varier et présenter des aspects réfutables pour un parti politique ou un autre. Mais cet instrument est-il, oui ou non, un progrès ? Existe-t-il d'autres formes supérieures ? Où sont-elles les formes démocratiques, pluralistes, du « socialisme souriant et aimable » ? Le socialisme est-il

une forme de politesse dans les relations humaines ou une relation économique et sociale ? Ceux qui parlent de toutes ces formes diverses partent d'une ignorance totale des principes essentiels de la philosophie et de la réalité vivante.

Quand on observe la vie, on constate qu'une furieuse lutte de classes se développe sans interruption. Vouloir dévier cela en disant : « Non, négocions, discutons, faisons le socialisme souriant, pluraliste », c'est fermer les yeux devant le processus de l'histoire - et les tourner vers le parlement. C'est croire que l'on peut changer la mentalité des gens, ou empêcher que la classe ennemie, le capitalisme, agisse. Le fond du « socialisme souriant » est une recherche pour se faire accepter. Mais les masses acceptent le socialisme ! Alors par qui faut-il se faire accepter ? Le capitalisme ne l'acceptera pas. La base petite-bourgeoise du capitalisme est gagnée, attirée par la décision de transformations des partis communistes et révolutionnaires. Autrement, elle n'est pas gagnée et reste dans l'ambiance parlementaire. Tous ces problèmes sont inclus dans la discussion sur l'Afghanistan.

L'interprétation du processus d'Afghanistan par les partis communistes, les mouvements de gauche, la majorité des groupes trotskystes, les vieux trotskystes, font abstraction du processus objectif de l'histoire. Ils font une interprétation antistalinienne à une époque où il n'y a plus de stalinisme. Aujourd'hui, on n'a pas besoin du programme antistalinien mais du programme d'affrontement historique : capitalisme - États ouvriers. Il faut prendre position. Les formes de lutte varient, elles peuvent apparaître sous les formes du processus d'Afghanistan : certains aspects de ce processus ne sont pas l'expression d'une intervention massive des populations mais résultent de l'influence et de l'intervention des États ouvriers. Il faut discuter si cela est légitime ou non. Tel État ouvrier intervient-il pour opprimer, dominer, ou pour impulser ? L'intervention des États ouvriers impulse socialement, économiquement, politiquement et scientifiquement des pays comme l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Vietnam, l'Angola, le Mozambique. S'ils n'interviennent pas, qu'advient-il de ces pays ? Ils restent dans un état arriéré. Comme si on les offrait sur un plateau d'argent à la domination capitaliste. Et ceci crée alors des rapports de forces qui facilitent la décision militaire du capitalisme contre les États ouvriers. C'est ainsi que l'on doit analyser l'histoire.

Ce n'est pas vrai qu'il faut respecter la volonté de chacun. Quelle volonté ? Qui est ce « chacun » ? L'Afghanistan ne pouvait ni parler ni donner un avis. Comment aurait-il parlé si les 90% de sa population, qui sont des paysans, n'avaient pas le droit de parler, ni de discuter, ni de donner un avis ? Il en était de même en Iran. Comment l'Iran s'est-il mis à parler ? A coups de canons, en même temps qu'avec des idées, même si celles-ci ne sont pas complètes. Comment parle l'Afghanistan ? A coups de canons, et avec des idées. Il y a maintenant un plan de réforme agraire en train de s'appliquer. Y a-t-il une autre forme de progrès de l'histoire ? Les communistes disent que oui, qu'il y a le parlement, le « socialisme souriant ». Mais tous les révolutionnaires sont souriants, ce sont eux qui ont le plus d'humour, le plus de sentiments humains envers les gens, et c'est la base du sourire parce qu'ils n'ont pas d'intérêts individuels et luttent pour l'intérêt objectif de l'humanité.

Les mesures que prend l'actuel gouvernement afghan ne sont pas toutes correctes, mais elles représentent un progrès par rapport à l'étape américaine. Elles ouvrent des conditions pour construire un parti communiste de masses, elles impulsent la réforme agraire, la planification. C'est ainsi que les gens se développent. L'impérialisme est contre cela. Les partis communistes, sans être contre, ne comprennent pas le processus. Ils critiquent la forme et non le fond, mais il y a une relation entre le fond et la forme. Qu'est-ce qui détermine dans cette relation ? Est-ce le

fond ou est-ce la forme ? C'est le fond qui détermine où va la forme. C'est scientifiquement très simple. Dans ce cas, le fond était la nécessité de transformer l'Afghanistan. Nous nous basons sur les pensées de Marx pour poser ces conclusions.

Il n'y a pas de discussion de cette nature dans les partis communistes. Le peuple afghan n'a pas pu décider. Comment l'aurait-il fait, si personne n'avait le droit de voter, de penser, de parler, et si seul un petit noyau de gens dirigeait tout ? L'Afghanistan était une base, un repaire de bandits contre l'Union Soviétique. Il était nécessaire de l'éliminer.

C'est l'Union Soviétique, et non le Parti Communiste Italien ou Espagnol, qui est l'instrument de l'histoire. Nous réitérons notre jugement : c'est en Union Soviétique qu'il y a la représentation authentique et historiquement la plus complète du prolétariat mondial. Ce n'est ni en Italie ni en France. Le prolétariat italien et français représente la lutte anticapitaliste de façon partielle, limitée, nationale. Limitée en outre par les partis communistes et socialistes de ces deux pays. En revanche le prolétariat en Union Soviétique intervient dans le monde et étend au monde sa propre structure économique et sociale : l'État ouvrier, qui signifie propriété étatisée, planification de la production, et de toutes manières intervention des masses à la direction de la production. Cette intervention est limitée, contenue par la bureaucratie, mais elle existe en principe. Quel syndicat, quel parti communiste ailleurs dans le monde se basent-ils sur ces principes ? C'est le prolétariat soviétique qui représente le prolétariat mondial. Le prolétariat italien et français est combatif, courageux, résolu, mais limité dans la portée historique de son action. Le prolétariat des États ouvriers a une autorité universelle.

Il n'y a pas cette discussion dans les partis communistes. On y discute sur la base de l'impressionnisme, en fonction des intérêts et des limitations de chaque parti, parce que ceux-ci n'ont pas de méthode marxiste de discussion. Ils voient et analysent l'histoire de façon défigurée, et non comme le résultat de la lutte de classes mondiale, du rapport de forces mondial. Le socialisme n'est pas différent en URSS ou en Chine de ce qu'il sera en Italie. Les directions veulent le rendre différent, mais la poussée du socialisme a la force de conduire vers des transformations sociales qui signifient étatisation, planification de la production et production en fonction des besoins de la population. Voilà les bases essentielles sans lesquelles il n'y a de progrès pour aucun pays. Les masses du monde voient que c'est ainsi que font l'Union Soviétique, la République Démocratique Allemande, la Tchécoslovaquie ou la Pologne. Ceux-ci ont plus d'autorité que cent partis communistes italien ou français, parce que les masses y voient l'exemple pratique du développement social de ces pays, sur la base de l'étatisation de la propriété, la planification de la production et l'intervention des masses à la direction de l'économie. Les masses ne considèrent pas que l'intervention de ces pays est une tentative d'appropriation ou une action impérialiste, mais une aide pour impulser la révolution dans d'autres pays, et donc une chose légitime.

La fonction de la science, de l'art et de la culture, consiste à s'étendre sans attendre que les autres copient le progrès. C'est naturel. La science, par la nature même de sa fonction, tend à se développer parce qu'il s'agit de relations et de nécessités humaines. La culture, ainsi que l'art, est un moyen de transport de la science. Qui va croire que l'on peut empêcher le développement de la science, de l'art et de la culture ? Ces derniers vont se développer grâce à l'existence de l'intelligence humaine, même si on leur oppose mille barrières. Science, art et culture n'ont pas des sourires ou des visages différents d'un pays à l'autre : ils ont simplement des applications différentes. Science, culture et art signifient le développement de ce qu'il y a de plus élevé : exproprier le capitalisme, transformer la société, étatiser et planifier la production, éliminer du sein de l'humanité la classe dirigeante qui est la source essentielle du gaspillage et de la

dilapidation. Les partis communistes doivent discuter cela.

Les masses, les jeunes communistes, sentent qu'il en est ainsi. Mais ils ne peuvent discuter, car il n'y a pas de vie politique. Ce n'est pas qu'on les opprime et qu'on les empêche de discuter - encore que pratiquement on ne les laisse pas discuter -, mais qu'on n'organise pas la vie politique. Les dirigeants croient que ce n'est pas nécessaire, que les moyens à employer sont autres. Ils pensent, comme en Italie, à un socialisme italien. C'est antiscientifique ! Le socialisme n'a qu'une seule base à partir de laquelle il se développe : expropriation du capitalisme, étatisation, planification, contrôle ouvrier. Cette base ne peut pas s'acquérir de façon pluraliste, en la partageant avec le capitalisme, la petite bourgeoisie. S'il y a des bourgeois qui veulent planifier, ils cessent d'être des bourgeois et nous les acceptons. Si des petits-bourgeois acceptent la planification et l'étatisation, qu'ils viennent, mais ils n'agissent plus en tant que petits-bourgeois. Voilà la base du progrès de l'histoire. Il n'y a pas un socialisme particulier en Italie, mais une base historique mondiale scientifique du socialisme. Il n'y a pas d'autre manière de le construire.

Croire qu'il puisse y avoir un socialisme condescendant avec les propriétaires, avec ceux qui aspirent à poursuivre la vie individuelle, ou à développer dans leur intérêt privé l'économie, la société, la science, la technique, n'a rien à voir avec le socialisme. Croire cela, c'est un élargissement, un prolongement, une extension de l'intérêt individuel.

Ce n'est pas scientifique de dire que l'État soviétique agit comme un État quelconque. Non ! Le coup de poing que les Soviétiques ont soi-disant donné à l'Afghanistan a fait lever et marcher ce pays. Le coup de poing de l'impérialisme contre l'Iran écrase ce pays. Et on va dire qu'ils sont égaux ? C'est faux, c'est une discussion vide d'arguments scientifiques.

Dans ce processus, l'Union Soviétique ne fait pas tout ce qu'elle doit faire. La bureaucratie soviétique pourrait faire beaucoup plus, compte tenu de ce processus de la révolution. Mais son fonctionnement bureaucratique la pousse, à cause de l'étape dans laquelle nous sommes actuellement, à devoir impulser la révolution mondiale. Elle le fait avec des craintes et des limitations. Elle fait des concessions pour essayer d'éluder la guerre, mais sa ligne historique est de faire des États ouvriers. C'est là une conclusion scientifique : elle doit les faire, indépendamment de la bureaucratie, sans quoi elle ne vit pas. La bureaucratie ne peut pas organiser un pays qui ait des formes économiques intermédiaires entre l'État ouvrier et le capitalisme. La bureaucratie - et essentiellement la bureaucratie soviétique - a besoin que le monde entier soit État ouvrier. Et si le monde entier devient État ouvrier, le développement de l'économie va élever la confiance des gens, l'intelligence, et par conséquent la notion et la conscience de la nécessité d'éliminer non seulement l'exploitation mais toute forme de différenciation sociale.

La manière de penser du capitaliste ne lui vient pas de naissance. Le capitaliste devient ce qu'il est parce qu'il vit dans une famille capitaliste et s'éduque comme capitaliste dans ses relations avec la société et l'économie. Il développe alors tous ses jugements, ses critères et ses conceptions en tant que capitaliste. En revanche la bureaucratie a besoin, si ce n'est que pour vivre elle-même, que le monde entier développe la nécessité, la structure et la notion d'État ouvrier. Son ennemi n'est pas le prolétariat mondial mais le système capitaliste. Il faut être sot pour ne pas le voir. C'est comme si on disait que Staline avait été liquidé par un type courageux qui est apparu tout à coup. C'est l'histoire qui a tué Staline parce que celui-ci n'était plus nécessaire et que les forces existaient déjà pour se débarrasser de lui. Des relations économiques et sociales se sont développées qui ont donné l'assurance pour se débarrasser de Staline.

Cela aurait pu se faire plus tôt. Trotsky avait raison dans tout ce qu'il posait. Tout ce qu'il prévoyait s'est accompli, bien que sous une autre forme. Les vieux trotskystes en sont restés au vieux programme. Ils ne l'ont pas modernisé. Ce ne sont pas seulement les communistes, mais aussi le vieux trotskysme, qui se sont trompés et qui ont été débordés. Ils avaient Marx et Trotsky sous le bras, mais il ne suffit pas de se promener avec des livres, il est nécessaire d'apprendre de l'histoire au fur et à mesure.

L'Afghanistan est une mesure du processus du monde qui marque le niveau de la crise du capitalisme, des partis communistes, du mouvement ouvrier, des vieux trotskystes. Certains continuent à dire comme avant « que la bureaucratie envahit », bien que d'autres acceptent l'intervention soviétique. Une partie du vieux trotskysme est furieuse contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils disent que c'est une violation, que c'est la résurgence du stalinisme. Ils analysent avec les mêmes vices qu'avant et non avec la méthode scientifique.

Le processus d'Afghanistan a aiguisé - sur le plan politique et non sur le plan économique - la crise du capitalisme comme celle au sein du vieux trotskysme, des partis communistes et socialistes. Tous les partis socialistes n'ont pas réagi de la même façon face à la crise d'Afghanistan et d'Iran. Le Parti Socialiste Japonais a des positions différentes de celles du Parti Socialiste Espagnol, Portugais et Italien. Leurs positions ne sont pas identiques, chacun d'eux défendant sa propre bourgeoisie. Il y a déjà des nuances entre eux. Quand une telle influence se développe, c'est que l'Afghanistan représente un centre qui prépare des décisions historiques. L'histoire signifie : États ouvriers et Union Soviétique d'une part, pays capitalistes et impérialisme yankee de l'autre. L'Afghanistan a provoqué une crise dans le système capitaliste au point que l'impérialisme français, tout en donnant raison à Carter, dit qu'il ne peut intervenir contre les Soviétiques car il est très occupé à autre chose... Cette réaction timide reflète l'insécurité du système, alors que le capitalisme mondial est à la recherche de l'occasion pour concentrer et centraliser tous les pays capitalistes, semi capitalistes et arriérés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, pour se lancer, sous le commandement de l'impérialisme yankee, contre les États ouvriers.

La faiblesse du système capitaliste lui fait chercher une alliance avec la Chine alors que ceci est dangereux pour lui. Il essaie et va utiliser la Chine, mais il ne peut pas aller très loin. Il ne peut pas pousser la Chine contre l'Union Soviétique, le Vietnam, ou l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour mobiliser le peuple contre ces pays, le capitalisme doit se présenter politiquement et ouvertement en opposition à l'État ouvrier soviétique. Mais les masses chinoises ont vu ce dernier se développer et appuyer le progrès dans le monde depuis 60 ans. C'est pourquoi en Chine les journaux et la radio, cachent tout ce qui se passe - le manque de vie syndicale contribue aussi à cela - présentant l'intervention soviétique comme un coup de poing et rien de plus.

Les dirigeants chinois ont présenté l'Opéra de Pékin à la télévision de certains pays capitalistes. Pourquoi n'ont-ils pas montré une assemblée d'usine, dans laquelle des ouvriers auraient crié : « A bas le Vietnam impérialiste ! A bas les Soviétiques ! » C'est parce qu'une telle chose n'existait pas. Ils ont seulement fait passer la bouffonnerie de l'Opéra de Pékin.

En réalité, dans ces événements d'Afghanistan, ce n'est pas d'Afghanistan que l'on discute. L'Afghanistan n'a pas d'importance économique ou sociale pour l'impérialisme. Ce n'est pas un marché d'achat, de vente, ni d'investissements. L'intérêt qu'il présente est géographique en tant que centre d'opérations militaires et d'influence contre le progrès de la révolution en Iran. C'est là que réside l'intérêt de l'impérialisme.

L'attitude réactionnaire et contre-révolutionnaire des Chinois s'exprime dans le fait qu'ils s'associent à l'impérialisme yankee contre l'intervention des Soviétiques. Mais tout en étant bureaucratique l'intervention soviétique a une portée et des objectifs révolutionnaires. Qu'est-ce qui décide entre le contenu et la forme ? La forme a de l'importance, mais si le contenu ne peut décider la forme n'a pas de valeur. Si le contenu décide, la forme en est une expression et elle devient donc un représentant authentique de ce contenu. En ce qui concerne les Chinois, quel est le contenu de leur politique d'alliance avec l'impérialisme ? Que défendent-ils ? Ils défendent l'indépendance, la nationalité. Mais l'indépendance de l'Afghanistan n'existe pas. La nationalité afghane existe, mais ce n'est pas un facteur déterminant : il faut voir quelle structure, quel développement économique, quelle politique sont nécessaires en Afghanistan. Ce pays a besoin de profondes transformations. Les Chinois sont contre les transformations. Ils s'opposent à ce que l'Afghanistan soit une base de développement de la révolution dans tout l'Orient.

L'Afghanistan a une grande étendue géographique, mais il est très réduit en population et en moyens économiques. Il faut donc mesurer son influence par le fait qu'il exprime le soulèvement de pays musulmans, dirigé par les Soviétiques. L'impérialisme voit que l'Iran et le Pakistan suivront l'Afghanistan. Il ne prend pas position en abstrait.

L'impérialisme voit que les Soviétiques sont en train d'impulser un pays musulman et qu'ils rencontrent son acceptation. Il voit l'alliance, l'identification entre les masses musulmanes et l'État ouvrier soviétique. Il voit que les 45 millions de musulmans soviétiques sont en train de s'étendre et d'impulser l'Afghanistan et l'Iran, ainsi que l'Irak, le Pakistan et la Turquie. Ils le font au moyen d'idées sociales et non au moyen de la religion. L'impérialisme voit et sent en pratique que c'est l'intérêt social qui prévaut sur la religion. C'est lui qui détermine la conduite religieuse et non l'inverse. L'impérialisme voit aussi que les khomeinistes ne sont pas capables d'unir leur défense de l'Islam au progrès social et économique. L'un et l'autre ne peuvent s'unir. Ils ont certaines relations, ils marchent ensemble un bout de chemin, mais en fin de compte, c'est Mahomet qui va suivre l'économie soviétique et non l'économie soviétique qui va aller derrière Mahomet. Les masses ne s'en lamentent pas. L'impérialisme le voit. Cette clique contre-révolutionnaire chinoise le voit également. Il y a un certain nombre de musulmans en Chine aussi. Elle craint que l'Union Soviétique influence non seulement ceux-ci, qui sont quelques millions, mais toute la population chinoise. C'est pour cela que les dirigeants chinois s'associent aux Yankees pour contenir l'Union Soviétique.

Cette direction contre-révolutionnaire en Chine cherche à contenir le progrès de la révolution mondiale pour se donner le temps de développer une couche contre-révolutionnaire, en utilisant les bases socialistes de la révolution. Elle cherche à développer une couche semblable à celle de Staline, même si ce n'est pas la même étape que Staline. Cela démontre l'incompréhension et la conception stupide de cette direction chinoise. Ce n'est pas l'étape de Staline. Celui-ci n'a pas triomphé parce qu'il était habile, capable ou intelligent, mais parce qu'il s'agissait d'une étape historique dans laquelle la Révolution Russe était seule, encerclée et combattue par tous les pays capitalistes du monde. Elle sortait de la misère la plus noire et elle manquait de ressources techniques. La Révolution Russe a eu les bases économiques les plus pauvres qui soient dans l'histoire, bien qu'une structure sociale très riche et très élevée. C'est la structure sociale et non l'arriération économique qui l'a emporté. Pourquoi l'a-t-elle emporté ? Parce que les masses du monde se sont identifiées à l'URSS et ont empêché que le capitalisme l'envahisse.

Les masses du monde ont fait partie du triomphe de l'Union Soviétique. Elles ont empêché les

capitalistes d'intervenir. Les Chinois n'ont pas de notion de l'histoire. Ils croient que les masses du monde vont les aider à entraver ou à attaquer l'URSS. Les masses du monde constituent un appui irremplaçable au progrès de l'humanité. Les masses les plus arriérées du monde se sont mises à apprendre, à acquérir des connaissances culturelles, économiques et scientifiques, et elles parviennent constamment à de plus hauts niveaux. Elles ne sont pas uniquement motivées par l'intérêt social, la préoccupation, la nécessité sociale ou économique. A tout cela s'ajoute chez elles la connaissance politique et scientifique. Les masses arabes et musulmanes apprennent à se comporter dans l'histoire en fonction de conclusions sociales et économiques et non en fonction de conclusions religieuses ou d'impressionnisme religieux.

Les Chinois mènent une activité camouflée. Ils se présentent comme ennemis de l'Union Soviétique mais sans se référer à sa base sociale, économique, historique. Ils parlent seulement « d'hégémonisme », de « volonté d'usurpation ». Mais les masses chinoises, iraniennes, du Moyen-Orient, voient le monde. Les rois d'Arabie Saoudite ne s'en rendent pas compte mais les masses observent l'histoire. Elles ne savent ni lire, ni écrire, elles n'ont pas à manger mais elles ont une tête capable d'assimilation.

L'impérialisme voit tout cela et il sent que les relations mondiales de forces sont chaque fois pires pour lui. Le progrès de n'importe quel pays conduit à l'alliance avec l'Union Soviétique. Grenade est un pays des Caraïbes qui a cent mille habitants et 311 km², mais il décide de construire le socialisme. Un journaliste nord-américain a interviewé les dirigeants:

- Mais comment ? Vous n'avez rien !
- Qu'est-ce que cela a à voir ?
- Mais il faut construire avec quelque chose !
- Nous avons la volonté, la décision... l'expérience de Cuba et l'aide des États ouvriers.

Voilà ce que signifie le rapport de forces mondial. Le pays le plus petit se base sur le progrès de l'humanité pour en recevoir un appui. Ce pays ne dit pas qu'il ne veut rien recevoir de personne, qu'il doit faire le socialisme tout seul, pour son propre compte. Les masses de Grenade n'ont pas dit : « Nous voulons un socialisme grenadin ». Elles ont dit : « D'où qu'elle vienne, l'aide sera la bienvenue ». La science, la culture et l'art ont un lieu d'origine mais une portée universelle s'ils sont réellement de la science, de l'art et de la culture. Pourquoi ? Parce qu'ils expriment des éléments nécessaires à l'unification, à la connaissance, au développement de l'être humain. La révolution c'est la même chose. On ne peut pas attendre que chacun la fasse pour son propre compte parce qu'il n'en a pas les moyens. Le capitalisme a les armes et il prépare la guerre pour l'empêcher. C'est donc un droit légitime pour le pays qui a les moyens, la capacité, les forces militaires, d'appuyer le développement de la révolution.

Ceux qui disent aujourd'hui qu'il ne faut pas intervenir dans un autre pays doivent tenir compte qu'en 1917 les Bolcheviques n'avaient rien à manger, mais qu'ils ont quand même résolu d'aller aider la révolution en Allemagne, en Pologne et en Hongrie. Ils n'ont pas réussi, non par leur faute, mais parce que les partis nécessaires n'existaient pas encore dans les autres pays. Ces faits sont restés dans l'histoire de l'humanité comme l'exemple le plus élevé de toutes les stratégies connues, supérieur à toutes les stratégies militaires. En se substituant aux conditions qui manquaient, les Bolcheviques ont cherché en Hongrie, en Allemagne et en Pologne l'extension d'un progrès social sans attendre que toutes les conditions soient réunies. Voilà de la science et de la culture !

Quand Pasteur inventa le vaccin, sa découverte s'est répandue dans le monde entier. Les nord-

américains n'ont pas dit : « Non, c'est français, nous devons utiliser quelque chose d'inventé par un nord-américain ». Ils ont pris et utilisé le vaccin. Pourquoi n'en est-il pas de même en politique ? Penser autrement n'est pas scientifique. C'est la façon de penser propre aux capitalistes. Elle débouche sur des conclusions non dialectiques et impressionnistes, déterminées par l'intérêt local, le manque de conception historique de la vie, le repli sur soi-même et la crainte de sortir de son petit pays (même si ce pays est géographiquement grand).

La culture, la science et l'art, sont des véhicules du progrès de l'histoire. Mais sans la politique, ce véhicule n'a pas de roues et avance peu. La politique forme les roues du progrès et la révolution dirige les roues. Le marxisme est le cheval qui tire ce véhicule. Les dirigeants communistes des pays capitalistes veulent se passer du cheval, de la direction et des roues : ce n'est pas possible !

Le progrès de l'humanité est légitime et nécessaire. Plus le système capitaliste dure, plus il y a de morts. Par exemple : le système capitaliste avait des organisations médicales ou consacrées aux problèmes de l'alimentation comme la FAO. Il avait des centres d'études historico sociales et des centres d'études des maladies. Mais il a envoyé tout cela au diable. A une époque, il lui importait de prévenir certaines maladies, mais depuis 30 ans les maladies sont endémiques. Elles proviennent toutes du travail en usine, de la pauvreté ou de la malnutrition. Des millions et des millions d'enfants meurent chaque année.

Le journal français capitaliste « Le Monde » dit lui-même qu'en Sicile, en Inde, au Japon, aux États-Unis (ce grand pays...), des milliers d'enfants de 6 à 14 ans travaillent dix heures par jour. Il ajoute : « Et même en France ». La proportion est moindre en France parce que le capitalisme a besoin d'une capacité de travail plus concentrée que celle de l'enfant, à cause de la concurrence et des bas coûts de production qu'elle lui impose. Mais en Inde, au Japon, en Iran, au Pakistan, il y a des millions d'enfants qui travaillent.

Voilà des problèmes qui existent dans les pays capitalistes. Dans quel État ouvrier y a-t-il pareille situation ? Ceux qui dénigrent l'Union Soviétique pour être intervenue en Afghanistan ne parlent pas de l'absence en URSS d'enfants de 8 ans qui travaillent, et qui au contraire reçoivent une éducation gratuite jusqu'à 14 ans. En Italie, des enfants de 6 ans doivent travailler, à la sortie de l'école, pendant des heures, autrement ils n'ont pas de quoi manger et vivre. En Inde, des enfants de 5 ans travaillent dix heures par jour dans les usines, occupés aux tâches simples. Ils meurent généralement au bout de peu d'années. Cela se passe tous les jours. Voilà ce que les capitalistes cachent dans leur programme.

Ne doit-on pas aider à éliminer tout cela ? Doit-on attendre qu'ils se libèrent tout seuls ? Comment le feraient-ils ? Il faut aider, il faut intervenir. Quand on fait une découverte, on la fait connaître au monde. Il faut donc également diffuser dans le monde les moyens de libérer les peuples pour en finir avec l'écrasement de la vie humaine perpétré par le système capitaliste. Ce n'est pas vrai que chaque peuple doit se libérer par lui-même. C'est là une conception qui vient de l'époque capitaliste, quand les capitalistes s'affrontaient les uns aux autres. C'est de là que provient le concept juridique de « l'indépendance pour chacun » dont la source est la concurrence des uns contre les autres. Mais dans les États ouvriers, ce concept « d'indépendance pour chacun » n'existe pas. L'indépendance est pour tous parce que le progrès du socialisme est universel. Le capitalisme s'est développé dans le monde entier mais en dressant les uns contre les autres. Le socialisme ne peut faire cela, il doit progresser en tendant à la concentration. Doit-on dire que chaque peuple n'a qu'à se libérer lui-même ? Au contraire, c'est au plus capable de libérer les autres. Ceci est totalement légitime et nécessaire, de la même manière que la science la plus

développée doit intervenir là où elle l'est moins, pour faire progresser les gens. Voilà ce qu'il faut discuter dans les partis communistes.

Il ne s'agit pas de faire de nouveaux pays capitalistes. Il s'agit de construire le socialisme. Ce dernier n'a pas de visage italien, soviétique ou chinois. C'est le même socialisme qui se construit en Italie, en Union Soviétique ou en Chine. Le socialisme n'est pas le résultat du comportement individuel, des coutumes, des traditions d'un pays ou d'un autre. Ce n'est pas la danse de la jota qui va définir le socialisme de l'Andalousie. Le socialisme est une conception de la vie qui surgit scientifiquement du développement de la société capitaliste, à une étape où le système capitaliste s'épuise, arrive au bout de son existence et prépare les conditions pour une forme supérieure de production et de société. Le devoir des pays les plus développés est donc d'aider ceux qui le sont moins. Le capitalisme ne fait pas cela. Au contraire, chaque pays capitaliste défend son indépendance car il est en concurrence avec les autres pays capitalistes. Cela n'existe pas dans le socialisme.

L'Éthiopie par exemple s'est libérée du Négus grâce à Cuba. C'est Cuba qui est intervenue pour aider l'Éthiopie. Mais elle l'a fait parce qu'elle avait l'Union Soviétique à ses côtés. Les Yankees le savaient bien. Pourquoi les dirigeants communistes ne s'y sont-ils pas opposés ? Pourquoi les camarades communistes et socialistes n'ont-ils pas dit : « Ils doivent se libérer par eux-mêmes » ?

En 1945 après la guerre, la République Démocratique Allemande n'avait rien, même pas un meuble. Staline a emporté beaucoup de ses biens en Union Soviétique. Il a fait de même pour la Pologne et la Tchécoslovaquie. Mais après, il a été obligé de relever l'Allemagne pour l'opposer à l'Allemagne capitaliste. Si la bureaucratie soviétique était une classe elle n'aurait pas développé les autres pays. C'est une direction qui exerçait la fonction de classe mais qui ne jouait pas le rôle d'une classe dans l'économie, car elle n'était pas la propriétaire de cette économie et ne pouvait donc pas décider. Comme ce n'était pas une classe, elle a dû se transformer, recevoir les influences de l'histoire, du développement révolutionnaire et elle a dû transformer l'Union Soviétique. Ce n'est pas le socialisme qui est tombé, c'est Staline. Voilà un exemple montrant que le développement objectif du socialisme n'est pas déterminé par une direction ou une autre, mais par le besoin objectif de progrès de l'histoire qui requiert les transformations sociales, la planification, la direction se basant sur les intérêts de la population.

Les directions contiennent, dévient, limitent ce processus, mais elles ne l'empêchent pas. Staline en est la preuve. Il a représenté la forme la plus brutale, la plus puissante dans l'histoire, d'opposition au progrès révolutionnaire. Il a eu des pouvoirs dont aucune autre direction dans le monde n'a disposé. Cependant, la structure économique de l'État ouvrier soviétique a liquidé Staline et s'est développée dans le reste du monde. Mais les masses du monde ont, elles aussi, contribué à ce développement.

Les partis communistes ne prennent pas en considération, ne comprennent pas que les masses du monde sont une part fondamentale de la construction du socialisme, de la lutte contre le capitalisme, de la transformation en un grand pays du plus petit pays. Les masses du monde s'opposent à toute attitude de régression, d'oppression envers le progrès des pays. De plus, elles assimilent rapidement toutes les expériences qui servent au progrès. L'Afghanistan, l'Iran, l'Inde, font partie de ces expériences.

Il faut tenir compte des récentes élections en Inde. La victoire d'Indira Gandhi résulte en partie de l'intervention soviétique en Afghanistan. Les partis communistes de l'Inde ont augmenté leurs voix

d'environ 15%. Les deux partis communistes ont totalisé près de 50 députés. Le plus petit des deux est prosoviétique, l'autre n'est ni prosoviétique ni prochinois mais il a pris position en faveur de l'URSS toutes les fois qu'il fallait décider. Ces deux partis dominent dans deux des États les plus importants de l'Inde. L'Inde est un pays très arriéré. Faut-il attendre que ces deux partis soient plus grands pour dominer ? Ils arrivent environ à 10% du nombre total des députés. Faut-il attendre que cela mûrisse pour décider ? Au contraire, ces partis communistes doivent intervenir et appeler les États ouvriers à intervenir également. Ce n'est pas un problème d'intérêts mais de développement logique.

Le sentiment nationaliste est déjà dépassé par l'histoire. Le nationalisme avait une valeur quand il s'agissait d'affrontements entre États capitalistes. Il répondait à une des nécessités du mode de production capitaliste. Mais pour la construction de l'État ouvrier le nationalisme est dépassé par les sentiments, la conscience, la compréhension socialistes qui signifient qu'il faut demander, rechercher et s'appuyer sur l'aide du monde pour construire le socialisme. C'est ainsi que s'exprime la lutte de classes.

Le problème de l'Afghanistan n'est pas un problème afghan mais un problème mondial dans lequel tous les partis communistes doivent intervenir, en appuyant l'Union Soviétique et en demandant en même temps le développement d'organes, de droits, de discussions démocratiques soviétiques à l'intérieur de l'Afghanistan. Il ne faut pas demander des droits démocratiques en abstrait, mais des droits démocratiques soviétiques, qui ne vont pas contre l'Union Soviétique, bien au contraire.

Il faut par exemple créer des cellules communistes dans l'armée afghane, comme l'ont fait la Révolution Russe et l'État ouvrier soviétique jusqu'en 1927. Le commandement militaire était éliminé et la relation politique était déterminante, ce qui ne diminuait en rien la capacité militaire. Le commandement militaire cependant diminue et écrase la compréhension et l'intervention politico-sociale. Il faut proposer une vie cellulaire communiste à l'armée afghane qui va être composée de paysans, et que les soldats s'adressent aux masses musulmanes du monde et leur montrent l'expérience qu'ils font de construction de relations sociales humaines supérieures.

L'impérialisme veut empêcher cela. Mais les partis communistes n'en discutent pas. Ils ne le font pas par mauvaise intention ou par négligence, mais par manque de préparation théorique et politique. Il y a des dirigeants communistes qui, sur le problème de l'Afghanistan, rejoignent les critiques, les dénonciations, les cris du système capitaliste. Ils ne font pas d'analyse scientifique. Ils répondent à un fonctionnement, à des résolutions qui ne sont pas scientifiques, à une impression sociale de crainte.

La construction et le développement du socialisme impliquent de faire face à la résistance de la propriété privée - ce qui inclut de la part du capitalisme des guerres, des assassinats, des crimes - et la nécessité d'élever les peuples pour s'opposer au capitalisme. On ne peut attendre un mûrissement qui peut, dans certains cas, ne jamais arriver. L'Afghanistan et l'Iran ne pourraient jamais atteindre par eux-mêmes la maturité politique, et avoir des régimes démocratiques bourgeois, se développer, avoir des partis. Le capitalisme fait la guerre avant. C'est ce qu'il fait maintenant même. Il faut donc appuyer le processus de progrès de ces pays afin de développer les luttes sociales et d'éliminer les forces alliées au capitalisme. Ceci est légitime.

Que faisait le capitalisme par rapport aux pays féodaux quand il impulsait des progrès de l'histoire ? Que faisait Napoléon ? Il accrochait les libertés démocratiques à la queue de son cheval et il apportait aussi quelques raclées. Quand les libertés ne convenaient pas à l'impérialisme

français, celui-ci les envoyait au diable. Napoléon s'est allié à tous les rois qu'il a rencontrés sur sa route, quand cela convenait à l'impérialisme français. Qu'ont fait l'impérialisme anglais et yankee pour se développer ? Les Anglais ont fait la première révolution bourgeoise au milieu du XVII^e siècle. Ils ont pour cela pendu le roi Charles 1er. Ce n'est pas Cromwell mais l'impérialisme anglais qui a triomphé. Sous quelle forme ? En tuant et en saccageant la moitié du monde, l'Inde, une partie de l'Afrique, de l'Amérique Latine, de l'Océanie. C'est ainsi que le système capitaliste s'est fait.

Les livres d'écoles de différents pays décrivent comment se développait le capitalisme anglais. Ils montrent que huit personnes vivaient dans une seule pièce, avec des enfants au berceau, du linge pendu à des fils, et le feu allumé pour chauffer et faire sécher le linge. C'est ainsi que vivaient les mineurs. Des milliers d'enfants de 8 ans tiraient les wagons dans les mines. Des vieillards devaient travailler au transport des morceaux de pierre, de charbon. C'est ainsi que s'est fait le capitalisme, la démocratie bourgeoise. Au nom de quoi critique-t-il les États ouvriers qui envahissent un autre pays pour lui permettre de parler ? Ils l'envahissent non pour le faire taire mais pour qu'il parle !

Le capitalisme dit que l'Éthiopie fut envahie par Cuba. Mais l'Éthiopie parle, se développe scientifiquement et culturellement, et s'ouvre au monde. C'était donc une invasion nécessaire, une invasion de la culture et de la science, au moyen de la politique. Qu'a fait le capitalisme en Amérique Latine ? Il l'a écrasée. Cuba, écrasée par le capitalisme en Amérique Latine, est allée en Éthiopie pour la libérer. Voilà l'histoire dont il faut parler. C'est ainsi que l'histoire se déroule.

Il est faux de croire qu'il est possible de créer un autre type de relations dans lesquelles chacun fait ce qu'il veut. C'est le pouvoir dominant qui décide. Il faut donc aider les forces de libération à construire des formes sociales supérieures, les formes du socialisme. Il est aussi légitime de faire cela que d'introduire des remèdes scientifiques dans un pays où les gens se soignent au moyen de la sorcellerie. La politique n'est pas différente.

L'impérialisme prépare la guerre. Sa décision de la faire ne provient pas seulement de sa crise économique mais de sa crise sociale. L'impérialisme voit que le progrès de chaque pays est synonyme d'anticapitalisme, de lutte antiyankee, antiallemande, antifrançaise. Il voit que l'État ouvrier progresse, même sans grand effort. Grenade, cette île si petite qu'on ne la voit pas lorsqu'on regarde un peu vite la carte du monde, a décidé d'adopter un programme socialiste, ainsi que le Guyana (ex Guyane Britannique), la Jamaïque. Pourquoi ces petits pays qui n'ont rien décident-ils d'avancer vers le socialisme ? C'est parce que Cuba et l'Union Soviétique vont les aider. Pourquoi ne dit-on pas à l'URSS : « Non, il ne faut pas. Grenade doit se développer pour son propre compte ». Cuba leur a déjà envoyé des livres, des médicaments, des instituteurs. Pourquoi n'enverrait-elle pas des soldats si c'était nécessaire ? Avant d'envoyer des soldats en Éthiopie, Cuba y a envoyé du sucre, de la viande, des fruits. Pourquoi ne pas dire : « Oui pour les fruits, non pour les soldats ! ». C'est une conception stupide !

Comment se fait-il alors que des camarades, qui sont de bons camarades, soutiennent de tels points de vue ? C'est un manque de méthode d'analyse, de préparation théorique et politique. Cela conduit à des interprétations idéalistes qui proviennent des secteurs petits-bourgeois et de la direction du parti communiste. Tous ne partagent pas ces points de vue. Par exemple, le journal du Parti Socialiste Italien « Repubblica » a publié un télégramme signé par 14 intellectuels importants du Parti Communiste Italien critiquant la CGIL (Syndicat dirigé par les communistes) pour avoir fait un meeting contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Certains d'entre eux ne sont même pas des dirigeants directs du PCI, ils sont des indépendants liés aux communistes.

L'impérialisme prépare la guerre. Il a essayé de contenir le progrès de la révolution. Les pactes avec l'Union Soviétique étaient des diversions pour gagner du temps. Les Soviétiques avaient et ont pleinement le droit d'exploiter les difficultés de l'impérialisme, mais ils doivent aussi expliquer que ces relations sont transitoires, que l'impérialisme prépare la guerre et qu'il faut se préparer à l'affronter. Les Soviétiques ne l'ont pas fait. Maintenant, tout d'un coup, ils crient que l'impérialisme prépare la guerre. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui ! Il le fait depuis de nombreuses années. Quand nous expliquions cela, on disait que nous étions des agents de l'impérialisme ou que nous diffusions la peur et affaiblissions la révolution. Maintenant, les Soviétiques voient que l'impérialisme prépare la guerre. Il la fait parce qu'il est confronté à un déclin continu de son autorité mondiale, politique, sociale et économique. Il sent la désintégration, la détérioration du système capitaliste. Partout, une crise des pays capitalistes aboutit à une lutte pour imposer des formes d'État ouvrier. L'impérialisme voit le progrès de l'autorité de l'Union Soviétique dans le monde. Des pays qui n'ont même pas de relations avec l'Union Soviétique adoptent les formes de l'URSS pour progresser. Il y a une désintégration de l'appareil intellectuel et scientifique de la petite bourgeoisie, qui était un des piliers du système capitaliste, et qui doute déjà de l'avenir capitaliste. Elle est gagnée par l'autorité des États ouvriers.

Un exemple très élevé, même s'il n'est pas exceptionnel ni très important, est celui de Jane Fonda (3). Elle représente des secteurs liés à l'art, au cinéma - et non directement à l'appareil de production, technique ou militaire - mais ces secteurs sont liés au reste de la petite bourgeoisie. Ces groupes ont fait des manifestations contre la guerre de l'impérialisme au Vietnam et contre l'attitude actuelle de l'impérialisme en Afghanistan. Des milliers et des milliers de gens ont pris part à ces manifestations. L'impérialisme n'a pas pu faire le moindre mouvement d'appui à sa politique. Pourquoi n'organise-t-il pas cent mille jeunes aux USA pour dire que les États-Unis ont raison en Iran et en Afghanistan ? S'il faisait un mouvement de jeunes étudiants pour soutenir qu'il faut être humanitaire et accueillir le Shah aux États-Unis, Jane Fonda lui répondrait : « Vous êtes humanitaire avec le Shah mais vous ne l'êtes pas avec les centaines de milliers de gens que celui-ci a fait tuer en Iran ! ». Ce raisonnement est celui de milliers et de milliers de personnes aux États-Unis. L'impérialisme voit son autorité se détériorer, il voit la crise économique et sociale au sein de son système. La crise économique s'exprime par le chômage constant. La technique capitaliste se développe et le chômage augmente. La productivité s'accroît et le chômage aussi. En même temps, il y a une élévation des luttes révolutionnaires anticapitalistes et de la concurrence inter capitaliste. Pour la première fois dans son histoire, le capitalisme ne rencontre pas au moment nécessaire l'unanimité, le front unique dont il a besoin contre les États ouvriers, qui sont l'ennemi historique.

La dispute actuelle entre l'Allemagne, la France, en partie la Belgique, la Grèce, la Suisse et la Suède d'une part, et l'impérialisme yankee de l'autre, ne provient pas du fait que ces pays ont des intérêts opposés à ceux du système capitaliste, mais du fait qu'ils ont peur et n'ont pas de sécurité historique. Les conditions sont telles que le capitalisme ne peut agir avec une sécurité totale, en tant que classe. L'Allemagne capitaliste sent qu'elle doit appuyer le capitalisme anglais et yankee contre les États ouvriers, mais elle sent aussi qu'elle disparaîtra au cours de la prochaine guerre. Elle disparaît si les Soviétiques gagnent, mais elle disparaît aussi si les Yankees devaient gagner. Elle est une concurrente pour l'impérialisme yankee.

L'impérialisme français comprend lui aussi que la guerre va durer très peu de temps et le faire disparaître. Les Soviétiques vont occuper l'Europe en une semaine, pour une moitié par l'extérieur

et pour l'autre moitié par l'intérieur. Les capitalistes font déjà ces calculs. Le capitalisme voit la détérioration constante de son autorité et de ses forces militaires. Il a des armes, des avions, des bombes atomiques mais il n'a pas d'autorité pour les utiliser, pour intimider. Les pays ne se laissent pas intimider par le capitalisme. Grenade est un petit pays qui a chassé les Anglais et qui avance à présent vers le socialisme. Le prolétariat du monde n'éprouve pas de crainte face à la guerre que prépare l'impérialisme. Il n'y a pas le moindre mouvement indiquant que le prolétariat se sent intimidé par la guerre. Aucune population ne se paralyse par peur de la guerre. Les grèves, les mouvements révolutionnaires d'émancipation, de libération nationale, se poursuivent sans discontinuer.

Au Nicaragua, l'assassin de Somoza a dominé pendant plus de 40 ans et les gens l'ont jeté par terre sans même la participation de communistes ou de syndicats. C'est le résultat du rapport mondial des forces. Le Salvador, qui était sous certains aspects plus arriéré que le Nicaragua, se soulève aussi. Les masses d'Europe ne sont pas intimidées par la guerre. Les luttes continuent, les mouvements anticapitalistes, de progrès social se poursuivent et s'élèvent. Les masses ne se laissent pas intimider. Ce sont les directions qui sont intimidées et veulent limiter la portée de ces mouvements.

Le capitalisme a fait le Marché Commun Européen et le Parlement Européen afin de canaliser la crise capitaliste dans des centres et faire en sorte que la discussion se mène sur le plan parlementaire. Mais le processus économique-social en Europe se développe en dehors de ce parlement. Le Marché Commun et le Parlement Européen sont des diversions. Le Parlement Européen n'a pas la moindre valeur. Le Marché Commun est une forme d'organisation du capitalisme en Europe pour concentrer la vie économique, permettre la domination des grands trusts et canaliser la crise capitaliste. Les trusts ont besoin de l'Europe pour faire vivre le capitalisme. Mais sous le régime capitaliste cela signifie la liquidation de la moitié de l'Europe. Il n'y a qu'à voir le chômage pour mesurer ce que sera l'Europe sous un commandement capitaliste unique ou unifié. 8% de la population active est au chômage. Le capitalisme paie les chômeurs, il n'a pas d'autre remède. Selon les lois du système capitaliste le chômage est un moyen d'intimider les ouvriers au travail, de leur imposer des réductions de salaires et d'augmenter les cadences ou les heures de production. C'est la loi logique de la lutte de classes. Mais comme il existe 20 États ouvriers et ce processus révolutionnaire mondial, les masses d'Europe en tiennent compte en imposant au capitalisme de subventionner le chômage. Le capitalisme, qui aurait déjà dû faire la guerre depuis 15 ans, la fait traîner en longueur parce qu'il n'a pas l'assurance historique de triompher. Une des raisons en est le fait que les progrès des États ouvriers aiguissent, élèvent la concurrence inter capitaliste et la concurrence sociale des États ouvriers contre le système capitaliste. Les masses des pays capitalistes voient qu'il n'y a pas de chômage en Union Soviétique. Le seul pays qui connaisse un chômage important est la Yougoslavie, le pays de l'autogestion, qui signifie « l'auto-chômage »... A part ce pays, le chômage n'existe dans aucun État ouvrier. Les masses font la comparaison sociale. Elles en tirent des conclusions théoriques, politiques, programmatiques et pratiques. Le capitalisme doit mener une concurrence antagonique avec les États ouvriers. Il est obligé de subventionner le chômage. Il n'y a rien de pareil dans les États ouvriers.

Dans l'État ouvrier allemand en particulier des mesures sont prises pour permettre aux mères d'avoir six mois de congés, et parfois même un an, après la naissance de leur enfant, et même pour donner trois mois de congés au père. Ce n'est pas simplement pour stimuler la natalité mais pour développer une considération humaine supérieure.

L'État ouvrier soviétique a fait l'expérience de faire naître un enfant dans l'eau. La mère et l'accoucheuse sont plongées dans l'eau et le bébé naît et reste trois minutes dans l'eau. Il en sort avec un sourire. Aucun capitaliste ne fait cela car cela ne lui rapporte rien. C'est l'État ouvrier, avec la bureaucratie, qui le fait. L'État ouvrier soviétique a envoyé trois astronautes pendant plus de six mois dans l'espace et envisage de faire la gestation et la naissance d'un enfant dans l'espace. Ce ne sont pas des expériences qui servent la production. Elles n'augmentent ni les bénéfices, ni les pouvoirs du bureaucrate. Ce sont des expériences scientifiques qui élèvent les relations humaines, l'assurance humaine dans sa relation avec la nature et le cosmos.

Les gens voient tout cela. Les intellectuels, les scientifiques, qu'ils soient anglais, japonais ou italiens, voient que c'est bien ce que font les Soviétiques, que c'est une réelle nécessité, qu'ils ne le font pas pour faire de la concurrence mais pour répondre aux nécessités de l'humanité. C'est au travers de l'enfant qui naît dans l'eau et de la gestation de l'enfant dans l'espace, et non au travers des tanks de Kaboul, que surgit l'autorité des États ouvriers. Il faut dire aux camarades communistes que c'est de cela qu'ils doivent discuter. C'est ainsi que les masses du monde mesurent. Elles ne sont pas négligentes pour autant envers la démocratie soviétique, mais elles voient que l'État ouvrier doit s'occuper objectivement de ces problèmes et du fait de sa propre nature. Aucun pays capitaliste ne s'en occupe. Les États ouvriers sont en train d'étudier l'origine de l'être humain - cette origine est aquatique - afin de développer l'humanité d'aujourd'hui dans sa vie, dans l'atmosphère. L'URSS ne fait pas cela pour augmenter ses bénéfices. Il faut être stupide pour ne pas le voir !

Le capitalisme se sent opprimé par la crise et la décomposition de son système. Il ne prépare pas la guerre en abstrait mais il est poussé par la conviction qu'il va affaiblir sa structure, au fur et à mesure que le temps passe, qu'il perd des forces et de l'homogénéité. La peur grandit dans le système capitaliste. La conduite des Soviétiques est légitime quand ils veulent exploiter au maximum la crise inter capitaliste. Mais il n'est pas légitime de prendre cela comme un centre qui mène à la croyance de la possibilité d'empêcher la guerre. Les masses du monde n'en ont pas peur. Elles se sentent sûres d'elles. Si la Révolution Russe est sortie de la première guerre et que 14 États ouvriers sont sortis de la deuxième, alors de la prochaine que prépare le capitalisme il en sortira la fin du système capitaliste, et celle de la bureaucratie également car l'intelligence humaine s'élève. Le capitalisme, dans son agonie, sent qu'il ne peut pas vivre sans argent. Il a développé une conception et une structure mentale de vie basée sur le profit. Sa vie s'est développée avec le profit. Le socialisme développe la vie objective de relation humaine avec la nature et le cosmos. Cette conception progresse dans l'État ouvrier mais pas la bureaucratie. Mais entre-temps l'affrontement se fait entre États ouvriers et système capitaliste. Il faut organiser l'activité. On ne peut rester indifférent, ni croire à la possibilité d'une « troisième voie », d'une voie locale, démocratique, « du socialisme souriant ».

Le socialisme est souriant car il implique la confiance dans la vie, voilà la base du sourire. Le capitalisme implique la mort, c'est la base des grimaces qu'il fait. Le capitalisme n'a aucune perspective de pouvoir assurer à l'humanité le travail, la nourriture, le progrès. L'État ouvrier a cette perspective. Les gens ne mesurent pas l'État ouvrier par sa bureaucratie ou par l'existence d'un appareil bureaucratique, mais par le fait que ce même appareil bureaucratique doit impulser l'histoire. Ils prennent légitimement parti : « Ceci nous convient, les autres signifient la mort, ceux-ci conduisent à la vie ».

Le progrès va éliminer l'appareil bureaucratique. La bureaucratie est apparue à cause de conditions historiques déterminées, de manque de moyens, de structure pour organiser des partis

communistes. Tout cela existe maintenant, non dans les pays capitalistes mais dans les États ouvriers. Les partis communistes qui ont de l'influence sur l'humanité et qui décident sont ceux de l'Union Soviétique, de la République Démocratique Allemande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Bulgarie.

Le Parti Communiste Italien a de l'influence en Italie, un peu en dehors, ainsi que le Parti Communiste et le prolétariat français. Mais cette influence est très limitée. En revanche les masses du monde voient que les masses soviétiques appuient leur gouvernement, et que celui-ci impulse la lutte anticapitaliste mondiale. C'est ainsi qu'il faut mesurer. Les masses ne prennent pas parti parce qu'elles préfèrent une couleur, un numéro, un endroit ou un pays, mais parce qu'elles jugent socialement. Il y a une base scientifique et culturelle dans cette capacité de jugement social des masses du monde. La base scientifique implique d'agir scientifiquement : l'État ouvrier est nécessaire malgré l'existence de la bureaucratie. En URSS on peut parler mille fois plus que dans un pays capitaliste. En URSS il n'y a pas de direction bureaucratique faisant une alliance avec le capitalisme contre les États ouvriers. La direction appuie la libération des peuples. Les masses du monde le voient et l'appuient.

J. POSADAS - 20 janvier 1980

L'AFGHANISTAN, L'IMPÉRIALISME, L'UNION SOVIÉTIQUE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

J. POSADAS

Ce texte se compose de deux parties : la première datant du 31 Décembre 1979 fait l'analyse immédiate des événements, et la deuxième datant du 5 Janvier 1980 reprend et développe l'argumentation et se réfère aux événements postérieurs.

CHAPITRE I

Le processus actuel montre la profondeur de la crise du système capitaliste et le développement des États ouvriers. Le capitalisme en arrive à des préparatifs de guerre plus ouverts, ce qui est un indice de sa crise. Mais cette crise n'a pas seulement, ni essentiellement, un caractère économique. Ce n'est pas non plus la crise sociale d'un pays ou d'un autre : c'est une crise du système capitaliste face aux États ouvriers. Ce n'est pas une crise due à une grève, au chômage, au manque de travail ou à la saturation du marché. Tout cela existe et constitue les conditions de la crise du système capitaliste, mais la crise essentielle vient de ce que le capitalisme ne peut plus supporter le progrès des États ouvriers. Ce progrès s'exprime avant tout par le fait que ceux-ci interviennent dans le monde en impulsant l'accomplissement de transformations sociales.

Le mouvement ouvrier, dans n'importe quelle partie du monde, part de la conscience qu'il compte sur des relations de forces, des points d'appui qui ne sont pas seulement en lui-même, dans son parti ou dans son propre mouvement, mais dans les relations de forces mondiales dont le centre essentiel se trouve être l'existence des États ouvriers, et parmi eux de l'Union Soviétique.

Ce processus ne se développe pas de façon égale dans tous les pays : il est inégal et combiné. Même les pays ayant le moins de traditions, de préparation politique, syndicale ou militaire, osent décider des transformations sociales. Ils n'ont pas de forces par eux-mêmes, leur développement est très inégal par rapport au reste du monde, ils sont pauvres, ils ont une économie nulle. Cependant, ils trouvent la force pour oser faire des transformations sociales.

Ce processus inégal et combiné permet aux pays les plus arriérés d'avoir la résolution de procéder à des transformations sociales. Des pays aussi petits que Grenade, petite île des Caraïbes, décident d'appliquer un programme socialiste. C'est une île minuscule qui ne dispose pas de conditions économiques, ni de bases financières, ni de relations dans le monde pour le faire. Cependant, elle décide un programme socialiste.

Cette décision de Grenade, ainsi que la décision des Soviétiques d'appuyer le mouvement révolutionnaire d'Afghanistan, sont toutes deux déterminées par ce processus inégal et combiné, et par le rapport mondial des forces qui caractérise le cours de ce processus, que ce soit sur le plan

économique, social, politique, révolutionnaire ou militaire. Cela va influencer tous les partis communistes.

Ce processus de concentration des forces dans les États ouvriers - qui recueillent toutes les forces nécessaires au progrès de l'histoire -, et dans le système capitaliste - qui recueille les détritiques -, va s'exprimer de plus en plus. Il va tendre à réduire et à éliminer l'existence de toutes les bureaucraties. Cela ne veut pas encore dire qu'il va les faire disparaître. Elles peuvent continuer à vivre, à faire certaines activités, mais le processus va tendre à les éliminer.

Ce processus donne lieu également à ce que des mouvements tels que le mouvement écologiste, et même dans une moindre mesure celui des homosexuels - qui sont nés comme mouvements de protestation - se développent dans un sens plus organique. Ce sont des mouvements qui n'ont pas de raison d'exister. Le mouvement écologiste est un résultat de la barbarie du capitalisme. Pour résoudre les problèmes de l'écologie, il faut s'en prendre à celui qui les provoque : le système capitaliste.

Cette nécessité s'exprime dans un mouvement particulier, le mouvement écologiste, parce que les partis qui ont le devoir et la fonction de dépasser et de détruire le système capitaliste, et de construire le socialisme, ne l'ont pas fait. C'est pour cela que surgissent ces mouvements particuliers que sont le mouvement écologiste et les homosexuels, ou même la drogue. Ils sont l'expression d'un manque de réponse historique nécessaire de la part des vieux partis communistes, socialistes, des syndicats et des États ouvriers, alors que les conditions existaient pour la donner. Ce n'est pas vrai que l'on ne pouvait pas donner cette réponse. Nous ne faisons aucune accusation contre les États ouvriers, mais nous constatons qu'ils n'ont pas traité ces problèmes parce qu'il fallait pour le faire se lancer à la destruction, à l'élimination et au dépassement du système capitaliste.

Ce processus de crise complète, profonde et aiguë du système capitaliste, conduit celui-ci à préparer plus ouvertement la guerre. Avant il la préparait aussi mais à plus long terme, tandis qu'il négociait avec l'Union Soviétique à propos des accords SALT, déguisait et camouflait son besoin de chercher la façon de survivre, en simulant des accords avec les États ouvriers. Maintenant, il ne peut le faire. Et même s'il le fait encore, l'aiguë du processus est d'une nature telle que les États ouvriers doivent intervenir de toutes manières. Dans cette intervention, on voit que c'est un secteur de la bureaucratie qui décide d'affronter le système capitaliste, en y incluant la guerre. Il prévoit cette perspective. Ce n'est pas comme à l'époque de Staline qui ne prévoyait rien, et qui a dû faire face à une guerre menée par ses propres alliés, les Allemands. Staline avait signé un accord avec les Allemands pour ne pas être attaqué et pour pousser ceux-ci à attaquer d'abord les capitalistes dits « démocratiques ». Mais les Allemands l'ont quand même attaqué. Cette imprévision de Staline était due à son manque de capacité, de compréhension politique de la fonction historique de l'État ouvrier. La bureaucratie pensait essentiellement à son propre intérêt limité de bureaucratie, elle ne pouvait donc ni prévoir ni interpréter le monde.

Il est nécessaire de comprendre ce processus, de la même façon qu'il fallait comprendre avant la révolution permanente et la révolution politique. Tout le vieux trotskysme a été annihilé parce qu'il ne s'est pas préoccupé de comprendre ce processus, ni théoriquement, ni politiquement, ni du point de vue de l'organisation. Il en est resté au vieux mouvement qui exige la révolution politique, la révolution permanente, et voit le stalinisme dans le comportement de la direction soviétique. Cependant, comme ils n'osent plus parler de stalinisme de façon générale, ils particularisent certains aspects. Mais certains d'entre eux continuent à parler de stalinisme

comme si l'histoire en était encore à 1935. Cela montre l'ankylose politique de ces groupes qui n'ont rien à voir, non seulement avec le trotskysme, mais encore avec les idées révolutionnaires.

Alors que le mouvement écologiste existe parce qu'il exprime une nécessité à laquelle les partis ouvriers ne répondent pas, ces vieux trotskystes montrent dans quelle arriération ils vivent et comment ils se mettent en marge du progrès de l'histoire. Ils n'adaptent pas leur fonction au progrès de l'histoire, comme le font les partis communistes et essentiellement les États ouvriers. Dans les États ouvriers il y a également des ultras gauchistes et des droitiers. En Yougoslavie, il y a la droite des États ouvriers. Elle correspond à ce que serait « Rouge » en France et tous ces groupes qui vivent de critiques envers les partis communistes et les États ouvriers. Ils ne partent pas de la considération que la situation est autre, que le règlement final se prépare, que les États ouvriers appuient et impulsent le mouvement révolutionnaire mondial sous toutes ses formes, même si dans certains cas ils le font de façon limitée. Ils ne voient pas que les États ouvriers n'ont pas d'autre perspective dans ce rapport de forces mondial que de s'associer au progrès de la révolution mondiale contre le système capitaliste. Aucun d'eux ne voit cela. Ils parlent encore de révolution politique, de révolution permanente, mais ils ne tirent pas d'expériences, ni de conclusions de ce processus de l'histoire. Ils ont encore une conception arriérée pour interpréter l'histoire.

Par exemple, à propos de l'Iran et de l'Afghanistan, l'histoire montre un processus clair et évident. Si Grenade décide d'avancer vers le socialisme (même si elle n'a pas de force, d'économie, de préparation, ni même les techniciens nécessaires), c'est parce qu'elle reçoit l'influence et l'impulsion du processus mondial de la révolution. Cela veut dire qu'elle a conscience que le capitalisme est faible, que les États ouvriers sont forts, que le socialisme est une nécessité de l'histoire et que les gens veulent le socialisme. C'est ainsi que même un pays analphabète, soumis antérieurement à l'exploitation la plus brutale de l'impérialisme anglais, décide de prendre le chemin du socialisme pour progresser et reçoit l'influence des gens. Elle n'a pas de bases prolétariennes - les ouvriers des plantations sont peu nombreux -, elle n'a pas de culture, ni de connaissances scolaires, mais elle prend la voie du socialisme. C'est un indice !

Il faut situer l'Afghanistan dans ce même processus dont fait aussi partie Grenade. L'Afghanistan est un autre indice du niveau de ce processus. La révolution dans ce pays a seulement deux ans. Elle s'est faite au travers d'un processus indécis, parce qu'il n'y avait pas de parti, pas de syndicats, ni de direction, et que la direction soviétique n'avait pas agi à temps, avec toute la décision nécessaire pour construire un mouvement. Cela a créé des indécisions intérieures et permis la prédominance de couches qui représentent une politique et un programme indécis, qui manquent de résolution et d'homogénéité pour prendre des mesures anticapitalistes. Cela a donné lieu à toutes sortes de courants et de tendances liés aux anciens féodaux qui dirigeaient ce pays. Cependant, les Soviétiques - même dans ce processus qui ne date que de deux ans, et malgré leur propre limitation politique -, parviennent à imposer un gouvernement beaucoup plus décidé à développer une programmation socialiste.

Le secteur d'Amin ne représente pas un cas semblable à Pol Pot du Cambodge. Ce mouvement d'Afghanistan a des origines dans des couches petites-bourgeoises et bourgeoises, combinées à des secteurs liés à l'Union Soviétique et au Parti Communiste, tandis que le mouvement de Pol Pot était ou du moins se considérait directement comme un Parti Communiste. Ce secteur d'Afghanistan est plus lié aux appareils bourgeois. Mais cela montre aussi que les Soviétiques n'ont pas mené une politique d'éducation, d'explication, d'exemples, de développement de mesures socialistes. Cela a permis aux secteurs bourgeois de prévaloir. Les Soviétiques avaient une attitude

timide, due à la crainte des Yankees et aussi à la crainte de compromettre leur propre appareil. Autrement un type comme Amin ne serait pas apparu. C'est ce qui s'est passé également dans le Parti Communiste d'Iran. C'est un parti très courageux mais il avait une politique erronée et il n'a pas prévu un Khomeiny. Il ne croyait pas qu'un processus à la Khomeiny pouvait se produire.

Les Soviétiques interviennent avec des troupes, dans des conditions où l'impérialisme montre ouvertement qu'il prépare la guerre. C'est une réponse très décidée des États ouvriers, à travers l'Union Soviétique, par laquelle ils montrent comment ils se préparent à la guerre de l'impérialisme et à l'affrontement. Ils sont disposés à gagner tout le terrain, tous les pays, toutes les bases historiques, économiques, sociales et politiques, à développer les pays dans n'importe quelle partie du monde pour affronter le système capitaliste. Ils ne se préoccupent pas - ou du moins pas de façon fondamentale - de la réaction de l'impérialisme à leur intervention, surtout quand il s'agit de leurs frontières.

Cette attitude de l'Union Soviétique est totalement à l'inverse de celle de l'étape de Staline qui a fait le pacte avec Hitler. Maintenant, au lieu de faire un pacte démocratique avec l'impérialisme yankee, l'Union Soviétique impulse la révolution dans n'importe quelle partie du monde. Cela ne laisse plus de place à des mouvements arriérés, gauchistes, d'origine trotskyste. Les processus ne se décident plus sous une forme « classique », normale, électorale, parlementaire, ni même syndicale, mais de façon concentrée dans l'affrontement système contre système.

Il est certain que le prolétariat français et italien est très puissant, que les Partis Socialistes et Communistes de France et d'Italie sont très forts, que le travaillisme anglais est fort. Mais la représentation authentique du prolétariat mondial est exercée par l'Union Soviétique et non par les Partis Communistes ou les syndicats de France ou d'Italie. Le prolétariat mondial voit dans l'Union Soviétique la réalisation de la lutte anticapitaliste. Elle voit que l'État ouvrier représente les intérêts historiques et concrets de la classe ouvrière contre le système capitaliste. Le prolétariat français et italien, tout en menant de grandes luttes avec beaucoup de courage et de décision contre le système capitaliste, n'a pas de politique et de programme conséquent comme l'Union Soviétique. Les masses du monde ne s'orientent pas par conséquent sur ce que font le prolétariat ou les Partis Communistes d'Italie ou de France, mais suivent la voie de l'Union Soviétique.

Voilà ce qui détermine le cours de ce processus. Les mouvements arriérés d'origine trotskyste ou autre, qui ne comprennent pas ce processus, vont se réduire de plus en plus jusqu'à disparaître. Le mouvement écologiste existe pour les mêmes raisons. Le mouvement écologiste est une réponse de protestation de la population d'origine petite-bourgeoise aisée et même bourgeoise, mais surtout des secteurs pauvres de la petite bourgeoisie qui n'ont pas été attirés vers les partis Communistes à cause de leur manque de continuité, de conséquence et d'assurance politique anticapitaliste. Mais c'est un mouvement qui détache la lutte pour des problèmes écologiques de l'ensemble des luttes sociales. Il ramène la lutte pour l'élévation de la vie à un aspect particulier, celui de l'assainissement de l'environnement. Or, ce problème ne peut être résolu sans éliminer celui qui en est la cause : le système capitaliste. Ce n'est pas là une erreur des mouvements écologistes mais une conséquence du manque d'assurance et de confiance dans les partis ouvriers qui n'ont pas mené à temps la lutte anticapitaliste qu'ils auraient dû mener.

Depuis trois ans, nous posons le problème des mouvements écologistes dans les manifestes les plus importants de l'Internationale, en soutenant leurs préoccupations et en montrant la nécessité de les incorporer. Ceux-ci ne provoquent pas une décomposition de la lutte contre le capitalisme, même s'ils mènent la lutte de façon fractionnée. Ils représentent une des formes de la volonté de

combat anticapitaliste que les États ouvriers et les partis communistes n'ont pas pris en charge. C'est sur cette base qu'il faut les interpréter pour les gagner. Les nouveaux mouvements qui se forment ne donnent aucun soutien, aucun appui, aucune acceptation au système capitaliste. Même les homosexuels en Europe, qui n'ont pas d'importance ni de signification, s'associent à la lutte de la gauche et ne demandent pas la continuité du système capitaliste.

Il y a une rupture du capitalisme avec la culture, la science, l'art, le progrès de l'humanité, la civilisation. Le capitalisme prépare la guerre dans ces conditions, qui sont les plus défavorables pour lui. Les mouvements révolutionnaires - du Salvador, de Grenade ou du Nicaragua -, se produisent parce que les gens ont la conviction et la sécurité que la voie du progrès est la lutte anticapitaliste, et qu'ils se décident à la prendre. Ces pays sont arriérés, ils n'ont rien : voilà l'aspect inégal. Mais l'aspect combiné du processus consiste dans le fait qu'ils voient dans d'autres parties du monde, à Cuba, en Éthiopie, en Angola, au Mozambique, au Vietnam - des pays qui comme eux n'ont rien du tout -, que les grandes luttes qui ont été menées ont triomphé. Il y avait dans ces pays, soit des partis communistes, soit des mouvements révolutionnaires qui se sont transformés en partis communistes, mais suivant la voie de l'Union Soviétique.

Dans ces conditions, le capitalisme n'a pas de points d'appui, ni de soutien. C'est dans la plus complète solitude qu'il prépare la guerre. Et c'est aussi à cette étape que se produisent des luttes comme celle de l'Afghanistan. La situation n'est pas la même que lors de l'intervention des Soviétiques en Pologne en 1939. Ils étaient déjà intervenus de cette façon en Pologne et en Finlande en 1939 (4), mais il n'y avait alors qu'un seul État ouvrier. L'Union Soviétique avait envahi la Finlande et la Pologne contre son allié du moment, les nazis, pour maintenir ceux-ci éloignés de ses frontières. C'est ainsi que Trotsky analysait la situation. Les nazis avaient envahi la Pologne en espérant ainsi se rapprocher des frontières soviétiques, l'encercler et la prendre en tenailles. L'URSS était parfaitement en droit d'envahir la Pologne. On disait à Trotsky qu'il appuyait une invasion du stalinisme alors même que Staline voulait le tuer. Trotsky a répondu que l'invasion de la Pologne était un mal nécessaire et que la situation historique de ce moment se résolvait globalement dans le monde, non par l'intermédiaire des petits pays mais au travers des grands pays : l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Union Soviétique. C'étaient ces pays-là qui allaient résoudre les problèmes sociaux. Les petits pays ne comptaient pas comme instruments de progrès de l'histoire. Il s'agissait de petites pièces qui pouvaient seulement pencher d'un côté ou de l'autre, mais qui n'avaient pas de forces propres.

Comme c'étaient les grands pays qui décidaient, les petits pays en subissaient les conséquences. Trotsky disait que c'était un mal nécessaire que d'interrompre les droits démocratiques de la Pologne afin de lui donner les bases d'un droit démocratique supérieur : l'État ouvrier polonais. Les Soviétiques n'ont pas fait un État ouvrier à ce moment-là car ils n'en ont pas eu le temps, mais ils l'ont fait plus tard. L'invasion allemande de la Pologne avait pour but de saccager ce pays. Les problèmes de la démocratie et des droits démocratiques sont déterminés par le cours du progrès de l'histoire. Si les Soviétiques n'entraient pas en Pologne, ils laissaient les Allemands s'approcher des portes de l'Union Soviétique. Si les Soviétiques respectaient les droits de ce petit pays, ils donnaient des forces à une puissance qui allait faire reculer l'histoire. Trotsky situait la démocratie en fonction de l'histoire. Il ne prenait pas la démocratie pour un costume que l'on met le dimanche, car il la considérait en fonction du progrès.

Les capitalistes disent que la démocratie permet de développer la liberté pour que le peuple décide. Mais c'est la classe dirigeante qui décide et non le peuple ! C'est différent lorsque - comme au Nicaragua - le peuple intervient mené par une direction politique anticapitaliste. On ne peut

faire une abstraction « que le peuple décide... » En Afghanistan, l'intervention des troupes Soviétiques contribue à élever les conditions de vie de ce pays, à éliminer les secteurs qui veulent réprimer et assassiner le peuple afghan.

Les Yankees occupent militairement Porto Rico. Pourquoi ne s'en vont-ils pas de là ? Pourquoi tous ceux qui protestent contre l'intervention soviétique ne font-ils pas campagne contre l'occupation yankee de Porto Rico ? Pourquoi ne demandent-ils pas l'expulsion de l'impérialisme des zones qu'il occupe et qui ne lui appartiennent pas ? Par exemple, toute la zone du sud-est des États-Unis est mexicaine. Les Anglais ont encore des colonies en Amérique Latine. C'est là qu'il faut porter l'attention. Tout cela sert au maintien de la domination assassine de la « démocratie » capitaliste yankee. La démocratie n'existe que de nom. La démocratie n'est pas le droit de voter mais c'est le droit de vivre, de progresser, d'élever les conditions de vie et de rechercher les moyens de le faire. S'il faut occuper un pays pour élever celui-ci, alors ce n'est pas une occupation, ni une invasion, ni une régression. Il s'agit d'un moyen technique, scientifique, culturel pour développer le pays. Il faut aussi poser la nécessité de la démocratie soviétique dans ce pays.

Cette conception de la démocratie s'applique également à l'Afghanistan. La démocratie est un instrument de progrès de l'histoire. Respecter les droits démocratiques d'un pays quand celui-ci sert d'instrument à la réaction, pour attaquer l'Union Soviétique, ce n'est plus défendre des droits historiques nécessaires au progrès de la vie mais bien respecter le pouvoir qui va taire reculer les droits démocratiques de la vie. L'interprétation et l'application des conclusions démocratiques sont déterminées en fonction de la nécessité de progrès de l'histoire, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou d'un autre pays.

Tous les auteurs - qu'ils soient d'origine trotskyste, communiste ou socialiste - qui se dressent furieusement contre l'URSS parce qu'elle envahit un pays, ou empêche que se développent les droits de ce pays, ne disent pas de quels droits il s'agit. Dans ce pays, il y a encore des féodaux. Quand ils disent : « C'est le peuple qui doit décider », ils disent des mensonges. Quel peuple ? Le peuple ne décide encore nulle part, sauf dans les révolutions. La représentation électorale est une escroquerie et un mensonge. Dans les élections, toute une partie de la population - environ 20% - participe alors qu'elle est bourgeoise et n'a rien à voir avec le progrès. En Angleterre par exemple, les conservateurs gagnent car ils comptent sur 20% de voix venant de types qui n'ont rien à voir avec la vie, l'histoire, la culture, l'art, (entre autres la reine et toute sa famille).

Tous les grands détenteurs d'argent, propriétaires de banques, de l'industrie, du commerce, n'ont rien à voir avec la vie. Ils ne donnent aucune idée et n'ont ni connaissance ni culture. Cependant, ils interviennent. Des femmes et des hommes [de leur classe] de 80 ans ou plus, ne font absolument rien d'autre que toucher les intérêts de l'argent qu'ils possèdent, et ils votent ! De quel droit votent-ils ?

Quelle démocratie et quelle liberté tous les champions de la démocratie et de la liberté défendent-ils ? La démocratie est un instrument du progrès de l'histoire. L'histoire est la lutte de classes. La lutte de classes signifie : système capitaliste ou États ouvriers. C'est sur la base de ces relations qu'il faut définir la fonction de la démocratie. Si nous exigeons la démocratie dans le système capitaliste c'est pour avoir des droits démocratiques en vue d'impulser la lutte de classes vers l'État ouvrier. Le droit démocratique n'est pas une abstraction, c'est un instrument de progrès de l'histoire. C'est un mensonge de dire que les peuples décident. Aucun peuple ne peut décider de sa propre volonté parce qu'il n'en a pas les moyens. Les enfants travaillent dès l'âge de 8 ans en Inde, en Amérique Latine, et même en Europe, mais ils ne votent qu'à 18 ans. Il paraît qu'ils n'ont

pas de conscience suffisante pour voter, mais assez tout de même pour être exploités ! S'ils votaient, ils le feraient en fonction de leur rôle dans l'économie. L'exploiteur de 80 ans qui ne fait que toucher ses rentes, a-t-il de la conscience ? Oui, il a une conscience capitaliste ! Il existe toute une mystification de la démocratie, entretenue par ces mêmes groupes d'origine trotskyste ou qui se disent trotskystes, quand ils disent que le peuple doit décider. Quel peuple ? En Afghanistan, ce n'est pas le peuple qui décidait. Ce n'est justement qu'à présent que le peuple décide, avec l'appui des Soviétiques, parce qu'il peut maintenant se dresser contre les grands propriétaires fonciers, ceux-là même qui recevaient le soutien d'Amin, le gouverneur renversé. Amin était soutenu par l'impérialisme mais aussi par les partis socialistes et le mouvement d'origine trotskyste. Mais il n'avait pas le soutien de la population d'Afghanistan.

Tous ces pays ont les mêmes problèmes, qui sont des résidus, des conséquences du passé de domination féodale. Il en est de même en Iran. Comment dire que le gouvernement de Khomeiny est une dictature pareille à la précédente ? La dictature du Shah était liée à la CIA. Elle empêchait le développement de l'économie, de la science, de la culture, de la civilisation en Iran et vers le reste du monde. Elle soutenait au contraire le système de l'impérialisme. Maintenant c'est autre chose. Comment dire que l'Iran est comme avant ? C'est faux ! Les mouvements qui interprètent de cette manière ne voient donc pas que le mouvement musulman, même avec toutes ses limitations théologiques, impulse la lutte contre l'impérialisme et prend appui sur cette lutte. Si ce mouvement est inconséquent et indécis, c'est un problème qui se résout au moyen d'un mouvement, d'un programme, d'une politique et de discussions pour incorporer la population. Mais c'est falsifier la réalité que de dire qu'il faut donner la pleine liberté en Iran comme condition pour avancer. Nous voulons la liberté complète, avec le programme socialiste. Mais nous appuyons le progrès actuel de l'Iran, même s'il est dirigé par le mouvement musulman, parce que c'est une lutte contre le système capitaliste. Nous faisons une alliance transitoire, et dans le cours même de ce processus nous gagnons une partie de cet allié. C'est de cela qu'il s'agit avec Khomeiny.

Si les mouvements démocratiques, socialistes ou communistes, ne comprennent pas cela, ce n'est pas par mauvaise volonté de leur part, ou parce qu'ils sont des alliés du capitalisme, mais parce qu'ils n'ont pas de préparation théorique et politique. Alors ils cèdent à l'impression de l'abstraction démocratique. Ils ne voient pas la démocratie comme un instrument de progrès.

L'Afghanistan est sous un régime féodal. Il n'y avait pas d'autre remède pour progresser que de faire ce qu'ont fait les Soviétiques. Ce n'était pas seulement pour défendre les frontières de l'Union Soviétique mais pour faire avancer l'Afghanistan, même s'ils devaient défendre les frontières de l'Union Soviétique qui est un instrument de progrès de l'histoire. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu un seul mouvement de masses antisoviétique. Pas un seul ! Les Yankees n'ont même pas pu faire une manifestation. Tous ces mouvements gauchistes qui posent en abstrait la défense de la démocratie représentent des cercles d'intellectuels, de fonctionnaires, vivant enfermés sur eux-mêmes et sans contact avec le progrès et la signification des luttes. Ils ne voient pas que cette intervention soviétique en Afghanistan tend à éliminer le féodalisme et à avancer vers l'État ouvrier. C'est sur cette base qu'il faut appuyer les revendications démocratiques soviétiques en Afghanistan, en appuyant la situation actuelle et cette intervention soviétique qui est un instrument nécessaire.

L'attitude des États-Unis avec le Shah, est-ce une intervention, oui ou non ? Cet homme a volé 15 milliards de dollars (d'après ce que l'on sait). Il n'existe aucun chef d'État qui gagne quinze milliards de dollars par son travail ! Voilà ce que l'impérialisme yankee appuie. Les Iraniens ont-ils, oui ou non, le droit légitime de prendre des mesures de représailles contre l'impérialisme, pour

stimuler les luttes et avancer ? Ce que doivent demander tous ces mouvements qui critiquent l'URSS - les trotskystes, les démocrates, les socialistes ou les communistes - c'est de rendre à l'Iran les milliards de dollars volés par le Shah. Ce sont les États-Unis qu'il faut juger, en tant que protecteur et souteneur de voleurs et d'assassins. Voilà ce qui est un attentat à la démocratie et non l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, car celles-ci vont impulser le progrès tandis que la protection accordée au Shah vise à imposer la régression.

Les conditions de cette étape de l'histoire, qui vont aller en s'amplifiant à tout point de vue, dépassent tous les groupes existants, ainsi que les partis communistes, qui n'ont pas de préparation théorique et politique pour comprendre cette intervention soviétique. Voilà pourquoi les partis communistes ont des positions différentes vis-à-vis d'elle. Ils manifestent combien ils reçoivent l'influence de la bourgeoisie de leurs propres pays, que ce soit en France, en Italie ou ailleurs. Tout ce processus va aller en s'amplifiant, en augmentant et en s'étendant. Il ne va pas s'affaiblir, ni reculer, mais s'amplifier. Les instruments de l'histoire sont les partis communistes, les grands syndicats, les États ouvriers. Il est nécessaire de donner un appui inconditionnel à la fonction historique des États ouvriers, tout en faisant des critiques partielles dans la marche même du programme. Les attitudes de groupes tels que « Rouge » en France, ou d'autres encore, ne servent pas parce qu'ils sont ou seront chaque fois plus en dehors des nécessités de l'histoire.

Les partis n'éduquent pas les cadres dans la conviction de la préparation dialectique pour agir dans ce processus. Ils prennent des positions constamment contradictoires. Par exemple, le Parti Communiste Français donne un appui direct à l'Union Soviétique, puis subitement émet des réserves face à la politique soviétique. Ce fut le cas au moment de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. C'est le cas pour la politique de l'eurocommunisme et du pluralisme qui va contre une alliance et un front unique avec l'Union Soviétique. Maintenant, il est nécessaire d'élever l'alliance vers un front unique, sur un programme précis et conséquent de lutte anticapitaliste.

Les partis communistes, et même les partis socialistes et les syndicats, se verront obligés de façon chaque fois plus pressante et continue, à envisager les problèmes de cette manière parce que le capitalisme ne laisse plus de marge pour des revendications à l'intérieur même de son système. Le mouvement écologiste surgit parce que le capitalisme ne peut plus rien donner. Il n'y a donc plus de possibilité de maintenir le mouvement ouvrier, les partis ouvriers, sur le plan de revendications qui se discutent et s'affrontent dans une lutte parlementaire ou syndicale, avec la perspective de progresser peu à peu. Ceci est devenu évident car le capitalisme n'en peut plus. C'est pour cela que le mouvement écologiste surgit. Si à Grenade se forme un mouvement qui prend le pouvoir et parle de socialisme, c'est que le capitalisme est au bout du rouleau. Grenade, tout comme le Nicaragua, exprime aussi l'influence du socialisme dans les pays les plus arriérés du monde.

Ce processus est beaucoup plus profond que ce qui apparaît en surface. A tel point qu'il crée constamment une crise au capitalisme, ainsi qu'aux partis communistes, et les fait changer de direction. Le Parti Communiste Français par exemple, après avoir condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, appuie maintenant l'intervention en Afghanistan. Ce n'est pas que l'Afghanistan soit différent de la Tchécoslovaquie, mais il existe une grande pression de la base communiste et une grande pression du processus objectif pour le conduire vers cette position. Entre-temps, le Parti Communiste Italien fait l'inverse et condamne l'intervention en Afghanistan. Ce manque d'assurance et d'unanimité dans les positions des partis communistes à propos de l'intervention soviétique est déterminé par leur manque de préparation théorique et politique. Ces partis continuent à fonctionner en concevant la démocratie comme un instrument pour

transformer la société.

La démocratie ne peut pas transformer la société. La démocratie bourgeoise est un instrument de l'histoire qui permet d'avancer dans les luttes et il faut défendre les droits démocratiques comme un moyen d'influencer la population pour mener la lutte pour renverser le capitalisme, quelle que soit la forme ou la combinaison de formes nécessaires pour y arriver. Mais la démocratie n'est pas un moyen pour renverser, remplacer ou dépasser le système capitaliste.

Il n'y a pas d'avenir pour l'attitude des partis communistes qui s'orientent de façon ambiguë en exprimant des résistances et des rejets envers la politique soviétique. Ce changement de positions si rapide, ces divergences publiques et ouvertes entre le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Italien, ce manque d'unanimité des partis communistes, proviennent de leur manque de préparation théorique, du fait qu'ils n'ont pas vécu objectivement ces événements et qu'ils n'ont pas vu que la démocratie, tout en étant un instrument pour le progrès de l'histoire, n'est pas l'instrument par lequel ce progrès s'accomplit. La démocratie bourgeoise est un instrument transitoire vers un progrès, mais elle ne va pas permettre d'être elle-même dépassée, ni démocratiquement, ni parlementairement.

Les partis communistes et socialistes de France et d'Italie, qui croient dans la démocratie bourgeoise, sont en train de recevoir des expériences, des influences, et même des coups qui démontrent qu'il n'en est pas ainsi. Il faut défendre au maximum la démocratie, les droits démocratiques, comme instrument pour le progrès, pour le dépassement du système capitaliste. Il faut chercher le maximum de progrès parlementaire et syndical afin de faire mûrir la population, de montrer que le progrès est nécessaire, ainsi que les transformations sociales, pour sa réalisation. Il faut faire ces transformations sociales sans espérer que le système capitaliste y consente. Il faut donc défendre les droits démocratiques mais les accompagner d'un programme de transformations sociales concrètes, et accomplir ces transformations. Ainsi les masses, la petite bourgeoisie, peuvent voir que les droits démocratiques sont un instrument au sein du système capitaliste pour le progrès de l'histoire.

L'intervention ouverte des Soviétiques en Afghanistan a lieu alors que les Yankees sont en train de discuter les accords SALT, et que l'armement atomique de l'Europe est en discussion. Cette attitude des Soviétiques va influencer des secteurs de la droite yankee vers un durcissement de leur politique et pousser des secteurs capitalistes en Europe à accepter le plan yankee. Même dans ces conditions, les Soviétiques prennent cette position, car il est encore plus important pour eux d'étendre les frontières de l'Union Soviétique en étendant le processus révolutionnaire en Afghanistan. Ils sentent la nécessité d'étendre l'Union Soviétique pour affronter le système capitaliste qui prépare la guerre et le démontre au travers du renforcement et de l'accroissement de l'armement atomique en Europe. Cela montre la résolution de la bureaucratie soviétique de ne pas céder au chantage et de ne pas se tromper en ce qui concerne les Yankees. Staline se trompait, car il obéissait à des sentiments, une conscience et des intérêts bureaucratiques tels que rien ne le liait à l'histoire. Si Staline a pu se maintenir et si le pacte avec Hitler n'a pas paralysé l'Union Soviétique, c'est parce que l'armée soviétique était issue de l'Armée Rouge, et que la classe ouvrière et l'avant-garde communiste n'ont jamais abandonné l'URSS et ne se sont jamais soumises au défaitisme et au désespoir. C'est ce qui a permis à l'Union Soviétique de se ranimer et d'affronter les nazis.

Il en va autrement dans le cas actuel. Maintenant c'est l'Union Soviétique qui prend l'initiative, avec l'appui de 20 États ouvriers, pour affronter le système capitaliste. Et elle l'affronte ! Elle n'est

pas prise au dépourvu comme lorsque les nazis entrèrent en Union Soviétique. La politique bureaucratique de Staline était à la base de sa naïveté. Ce n'était pas un ingénu mais la politique bureaucratique l'empêchait d'être objectif, d'être dialectiquement réaliste : c'était la naïveté de celui qui craint la révolution. Ce qui apparaissait comme de la naïveté était en fait une attitude de peur devant le progrès de l'humanité, la peur de la guerre en faisait partie.

Maintenant, c'est différent. L'Union Soviétique montre qu'elle est prête à étendre ses frontières et à développer l'existence d'autres États ouvriers comme Cuba, l'Éthiopie, le Vietnam ou l'Afghanistan, ce qui revient à augmenter la puissance historique de l'État ouvrier contre le système capitaliste. Contrairement à ce que dit l'impérialisme, cela va contribuer à influencer l'Iran, ainsi que le Pakistan, l'Inde et la Turquie.

Le niveau, la qualité et les motifs de la discussion s'élèvent. Ni les communistes, ni les socialistes n'ont de réponse à ces problèmes. Ils ne les ont pas prévus, ne les comprennent pas, n'y sont pas préparés, et ils sont entraînés et pris par l'histoire. La preuve en est que le Parti Communiste Français, qui défendait la pluralité, doit maintenant appuyer les mouvements révolutionnaires qui sont contre la pluralité, comme l'Afghanistan. Ils parlaient « des voies locales au socialisme » mais ils doivent employer des programmes, des politiques et des objectifs qui sont universels : programme de transformations sociales, nécessité de s'imposer pour en finir avec le capitalisme, car celui-ci ne se laissera pas éliminer. La preuve en est que l'impérialisme prépare la guerre et il le fait car il sent qu'il n'a ni force sociale, ni force économique, politique, culturelle ou scientifique pour maintenir son autorité et la direction du monde, même pas du monde capitaliste.

Le fait que les partis socialistes - comme celui de France - doivent discuter d'une certaine manière, à un certain niveau, en posant qu'ils s'opposent à l'installation de missiles atomiques en Europe, signifie qu'il y a à leur base une peur réelle de la guerre, et que cette base ne voit pas l'Union Soviétique comme un danger. S'il en était autrement, elle serait avec son pays. En revanche elle met en question l'attitude de son pays. Le fait que les partis socialistes de France, d'Italie, du Portugal, rejettent ouvertement l'armement atomique, montre qu'ils ne font pas confiance au système capitaliste. Ils démontrent ainsi au prolétariat et à la petite bourgeoisie que c'est le système capitaliste et non les États ouvriers qui sont responsables de la crise dans le monde. Ils admettent que les États ouvriers apportent le progrès de l'histoire. Autrement, ils seraient patriotiques : « Vive mon pays contre l'autre ! ». Mais ils se présentent devant les masses en opposants à l'armement du système capitaliste qui va attaquer un pays représentant le progrès de l'histoire.

La prochaine guerre ne sera pas comme celle de 1914 ou celle de 1939. C'est une guerre que l'impérialisme prépare contre l'État ouvrier. Cette position des partis communistes et socialistes contient les bases du progrès de la lutte anticapitaliste car ils s'opposent à la guerre du système capitaliste.

Il n'y a pas un seul mouvement contre l'Union Soviétique, ni contre les autres États ouvriers. Il y a des critiques contre la bureaucratie mais pas un seul mouvement. Il y en a au contraire contre l'impérialisme yankee qui est l'équivalent des nazis. La discussion va s'approfondir dans les partis socialistes quant au comportement socialiste face à la crise et à la préparation de la guerre. Il ne s'agit pas seulement de préparation à la guerre mais de crise du système capitaliste qui dépossède de façon chaque fois plus virulente la classe ouvrière et la population, pendant qu'il prépare la guerre. Au sein des partis socialistes, ces conditions impulsent des discussions et des plans qui ne soutiennent pas une alliance avec le système capitaliste. Au contraire, il y aura constamment des

motifs de rupture d'alliance avec le système capitaliste dont les partis socialistes faisaient - et essaient encore partiellement de faire - leur fonction.

Les États ouvriers exercent une telle influence sur les masses du monde que celles-ci sont stimulées de façon constante et profonde à voir que la solution est dans l'État ouvrier. Les masses ne voient pas l'État ouvrier comme un monstre bureaucratique et assassin. Elles voient que même s'il faut lui faire des critiques l'État ouvrier résout des problèmes que le capitalisme ne résout pas : plein emploi, sécurité d'existence, l'art, la science, et même le sport.

Toutes les tentatives qui visent à lancer contre les États ouvriers les mêmes accusations que contre le système capitaliste, qui veulent les mettre sur le même pied en disant que les Soviétiques occupent des pays, tout comme le fait le système capitaliste, ne sont pas acceptées par les masses. Les mouvements écologistes se sont formés mais il n'y a aucun mouvement « contre l'occupation de l'Éthiopie ou de l'Afghanistan ». Des petits groupes se constituent avec des déshérités de la culture, de la science et de la politique, et rien de plus.

Les directions des partis communistes veulent que la classe ouvrière se limite à leur propre niveau, alors que du fait de son expérience historique elle est inconditionnellement avec l'Union Soviétique. Elle voit que l'Union Soviétique représente un progrès irremplaçable de l'histoire et qu'elle est le centre vital pour le renversement du système capitaliste. Elle voit que l'Union Soviétique s'oppose à ce système et stimule les luttes anticapitalistes. L'avant-garde et la classe ouvrière du monde le voient ainsi. Le capitalisme n'a pas eu le moindre succès contre l'URSS. Les partis communistes de France et d'Italie ont des doutes sur cette politique car ils n'ont pas de préparation théorique et politique pour faire une alliance, un front unique avec l'Union Soviétique, tout en maintenant les critiques en vue de la nécessité d'un développement supérieur de la démocratie soviétique. Un front unique avec un programme anticapitaliste est nécessaire.

Les événements d'Afghanistan vont se répéter dans d'autres pays. L'impérialisme ne peut intervenir. Il se plaint, proteste, accuse, mais il n'intervient pas. L'intervention soviétique en Afghanistan est un stimulant à la révolution en Iran. A l'inverse de ce que disent les impérialistes, ce n'est pas le peuple iranien qui voit un danger chez les Soviétiques mais la bourgeoisie et les secteurs capitalistes du khomeinisme. Les masses considèrent l'intervention soviétique comme un progrès. Certains secteurs khomeinistes vont mûrir et se sentir plus sûrs après cette intervention soviétique. Ils ne vont pas se sentir usurpés par les Soviétiques. Ils savent, aussi bien que les Soviétiques et que nous-mêmes, qu'il y avait une direction liée aux grands propriétaires en Afghanistan qui se préparait à porter un coup, une direction similaire aux secteurs latifundistes qui existent encore en Iran.

Il est nécessaire de faire des appels à tous les États ouvriers pour qu'ils contribuent et aident au développement de l'Afghanistan. Il est nécessaire que les États ouvriers donnent une aide économique, planifient cette aide et donnent des crédits à l'Afghanistan, et qu'une partie de la production de la Pologne, de la Yougoslavie, de Cuba, de la République Démocratique Allemande, de la Bulgarie et de l'Union Soviétique aille à l'Afghanistan. Ceci va avoir un effet immense pour développer ce pays. L'aide économique, technologique, scientifique, l'envoi d'instituteurs et de professeurs, sont nécessaires pour élever immédiatement la capacité scolaire, culturelle et scientifique, et développer culturellement et économiquement le pays.

Cela aura un effet immense sur les masses d'Iran, de Turquie, du Pakistan, de l'Inde et du reste du monde, qui vont voir en pratique la fonction des États ouvriers. Elles le verront dans la pratique

immédiate, quotidienne, et elles verront qu'elles peuvent faire de même dans d'autres pays, qu'elles peuvent élever les pays les plus arriérés au niveau le plus élevé des États ouvriers sans passer par l'étape du développement capitaliste. Il n'y a pas d'étape de démocratie bourgeoise. La bourgeoisie n'est pas en mesure, à l'étape de son développement actuel, de donner la démocratie. Cette tâche est fondamentale car elle aura un effet immense sur la formation, sur le développement intellectuel, culturel, et la décision sociale des masses arriérées de toute l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine, ainsi que sur les États ouvriers, et en particulier sur la Chine, pour en finir avec la fonction contre-révolutionnaire de la direction actuelle de l'État ouvrier chinois.

Il faut appeler à faire des manifestations, des meetings, des réunions, des discussions dans les usines, les quartiers, les cellules des partis communistes des États ouvriers, et dans les partis communistes du monde, pour montrer qu'avec l'Afghanistan il ne s'agit pas de l'invasion d'un pays mais de l'extension nécessaire de l'influence socialiste au reste du monde, influence qui se transmet par divers canaux, culturel, scientifique, économique, politique. Il s'agit d'étendre les conquêtes du progrès socialiste de l'humanité parce que cette intervention se fait au bénéfice de l'humanité et non d'une nouvelle classe, ni même d'une nouvelle direction.

Il ne s'agit pas d'appuyer un pays pour renforcer une nouvelle bourgeoisie et une direction qui va monopoliser le pouvoir et avaler les autres pays, comme on veut le montrer à propos de l'Union Soviétique. Staline avait voulu faire cela avec les partis communistes du monde, et c'est lui qui fut détruit. Staline assassina la direction du Parti Bolchevique au nom de la direction contre-révolutionnaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique d'alors. Il fut détruit et avec lui tout l'appareil bureaucratique qui avait assassiné la direction bolchevique, et l'Union Soviétique est allée de l'avant.

Les masses du monde sont en relation permanente avec le progrès de l'histoire dont les États ouvriers sont une partie fondamentale. C'est pourquoi les masses du monde soutiennent inconditionnellement l'appui soviétique à l'Afghanistan. Elles ne le voient pas comme une invasion ou une imposition bureaucratique, mais comme une aide pour étendre la révolution. La même chose s'était produite à Cuba (5). Au moment de la révolution cubaine, l'Union Soviétique était disposée à intervenir et elle est intervenue. Elle n'a pu le faire avec des troupes car Cuba n'était pas à proximité. Tous ceux qui critiquent et protestent maintenant contre l'intervention soviétique en Afghanistan oublient délibérément de dire que le gouvernement afghan avait fait appel à l'intervention soviétique. Et même s'il ne l'avait pas fait, l'URSS a eu le droit d'intervenir car l'Afghanistan est à sa frontière, formant un point stratégique que l'impérialisme peut utiliser contre l'Union Soviétique. De plus, c'est une impulsion que l'Union Soviétique donne à ce pays, non pour l'annexer mais pour le développer dans la voie de la construction du socialisme.

Les camarades qui critiquent l'Union Soviétique comme si elle faisait une annexion doivent plutôt préconiser que tous les partis communistes prennent une résolution pour expulser l'impérialisme de Cuba, dont il occupe une partie du territoire avec des armes atomiques. Il faut l'en expulser ! Voilà ce que doivent proposer les partis communistes, le dire aux parlements, le discuter dans leurs réunions et leurs congrès : « L'impérialisme hors de Cuba ! ». Ces dirigeants n'avaient pas fait non plus de campagne pour chasser l'impérialisme du Nicaragua. Ce sont les masses qui l'ont chassé du Nicaragua, comme elles sont en train de le chasser du Salvador. Voilà tout ce qu'il faut discuter. Il ne s'agit pas de prendre des résolutions à posteriori ou de faire des déclarations générales, mais de mener une politique tendant à chasser l'impérialisme partout où il se trouve et de s'associer aux forces qui mènent ces luttes. Ces forces, ce sont les États ouvriers et les masses du monde, qui font cette politique de façon conséquente.

CHAPITRE II

L'Union Soviétique a conscience que son intervention en Afghanistan peut entraîner la guerre. Elle le fait quand même et se prépare avec une organisation qui prévoit la possibilité de la guerre. Il n'y a aucune panique, aucune crainte. Aucun État ouvrier n'a dit : « Attention, ne faites pas cela ! ». Au contraire, ils disent à l'impérialisme : « C'est vous qui décidez de faire la guerre ». C'est le système capitaliste qui est pris de panique, tout le système et pas seulement les Yankees. Ceux-ci cherchent maintenant à se réunir avec plusieurs des principaux gouvernements de l'Europe capitaliste pour essayer de les attirer vers eux, provoquer des ruptures avec les États ouvriers, diminuer les relations commerciales, économiques et sociales et obtenir une liaison plus grande avec l'impérialisme.

L'impérialisme fait tous ces détours pour justifier ses actions. Il fait étalage du raisonnement suivant : « Voyez quelle horreur, ce que les Soviétiques sont en train de faire ! », bien que ce soient des mensonges, car il n'a pas raison. Le journal de la bourgeoisie française « Le Monde » dit « Qu'est-ce que les Américains viennent faire avec leur affaire d'Afghanistan ? Ceci est une comédie car ils ont eux-mêmes accompagné Somoza jusqu'au dernier moment au Nicaragua, ou la junte du Salvador. Au nom de quoi viennent-ils donner des leçons de non-intervention ? ». Cette attitude, comme celle de Schmidt et de Brandt en Allemagne, montre que le capitalisme est incertain. Il n'entre pas en guerre avec résolution et assurance. Il sent que le poids de l'opposition, des socialistes et des communistes, est très grand. Même si les socialistes expriment une opposition plus faible, ils mettent aussi l'impérialisme en question car ils voient que la guerre est leur fin à tous.

Ils voient également que la guerre ne rencontre pas d'adhésion populaire. Au moment de la Deuxième Guerre Mondiale ils la justifiaient en disant que les nazis étaient les responsables. Mais aujourd'hui, ils ne le peuvent plus : c'est l'État ouvrier qui intervient en Afghanistan et un affrontement contre lui ne rencontre pas d'appui populaire. Cela indique l'immense autorité de l'État ouvrier soviétique. Le système capitaliste panique car il ne sait pas ce qui va se passer dès les premiers jours de la guerre. Aussi fait-il mille manœuvres et mouvements afin de justifier la préparation de la guerre aux yeux des masses. Il fait des manœuvres, non seulement pour se justifier, mais pour arriver à la coordination interne qui lui fait défaut. Il a une coordination sur le plan militaire mais non par rapport à la population. Jane Fonda a organisé une manifestation de plus de deux cent mille personnes contre la guerre, contre les Yankees, contre l'impérialisme, mais non contre les États ouvriers !

L'impérialisme n'a même pas pu faire manifester dix mille personnes pour appuyer la souveraineté de l'Afghanistan, ou pour la libération des otages de l'ambassade yankee à Téhéran. Cela montre que l'impérialisme prépare la guerre avec des pieds d'argile, qu'il va s'écrouler, s'effondrer. Les Yankees s'en rendent compte, de là leur panique. C'est pour cela aussi qu'il n'y a pas d'angoisse au sein des États ouvriers face à la possibilité de la guerre. La Roumanie elle-même n'a pas ouvertement condamné l'Union Soviétique. L'impérialisme voit le fond de toute cette situation : il voit que les États ouvriers interviennent avec assurance et que les masses du monde ne sont pas du tout intimidées.

Lors de la précédente guerre mondiale, les partis communistes appuyaient les bourgeoisies de chacun de leur pays. Maintenant, les partis communistes sont de toutes façons avec l'État ouvrier soviétique. Le Parti Communiste Espagnol lui-même doit dire : « Oui, nous sommes pour la souveraineté nationale, mais de quel droit les Yankees font-ils cette revendication ? ». C'est une

désagrégation du camp capitaliste et une insécurité de sa part pour entrer dans l'étape finale de préparation de la guerre. L'impérialisme se trouve devant deux fronts : celui des Soviétiques et celui de l'intérieur. A un moment déterminé le front de l'intérieur va décider de la guerre. La prochaine guerre ne va pas durer des mois ou des années, ce sera une question de jours et même d'heures. Tel est le calcul des Soviétiques. Il est correct. Les Soviétiques disent qu'ils détruiront New York et les États-Unis en une demi-heure. Ce n'est pas une blague ! Ils le feront car ils ont des armes pour cela. Ce ne sera qu'une question d'heures car ils vont détruire l'essentiel et tout le système capitaliste va s'effondrer.

Le capitalisme se trouve dans les pires conditions de l'histoire pour sa survie. Les masses du monde voient que le progrès est du côté des États ouvriers. N'importe quel pays, aussi petit qu'il soit – comme Grenade qui est aussi petit qu'une grenade... – dit : « Nous construisons le socialisme ». On leur rétorque : « Mais comment allez-vous faire ? Vous n'avez rien, vous avez toujours été dépendants des Anglais ». Ils répondent : « Nous allons construire le socialisme. Cuba avait-il plus que nous ? Bon... nous allons faire comme Cuba ».

Le capitalisme ne se prépare pas avec la certitude de triompher, de s'imposer dans la prochaine guerre. Il est important de considérer la faible structure mentale des capitalistes. Leur structure est plus puissante militairement que mentalement. Leur structure mentale est très fragile parce qu'ils n'ont pas de raison historique. A l'intérieur d'eux-mêmes c'est la panique et non un raisonnement logique qui les pousse à agir. Ils n'ont pas l'attitude des gens qui prennent des mesures avec assurance. Même maintenant, ils décident une série de représailles contre l'Union Soviétique, mais ce ne sont pas des mesures de guerre.

L'État ouvrier soviétique a une influence énorme sur la petite bourgeoisie nord-américaine. Ce n'est pas un hasard si Carter fait la déclaration intempestive suivante : « Nous avons vaincu le complexe du Vietnam ». S'il parle de « complexe du Vietnam » c'est pour s'adresser à la petite bourgeoisie qui ne veut pas aller à la mort dans un nouveau conflit comme celui du Vietnam. Carter s'adresse à une couche immense de la petite bourgeoisie technique, scientifique, qui était un point d'appui social pour le système capitaliste et l'impérialisme et qui aujourd'hui a des doutes et s'y oppose.

L'impérialisme se prépare à la guerre dans les pires conditions pour lui. Sa survie n'en sera que plus courte. Il fera des massacres énormes mais sa disparition est certaine. Mais la continuité des États ouvriers l'est aussi. De là vient la panique avec laquelle les capitalistes prennent toutes ces mesures.

Si les Soviétiques interviennent avec cette décision en Afghanistan, c'est parce qu'ils s'y sont préparés avant. Les Yankees savaient de toute évidence que cette intervention se préparait. Le fait que les Soviétiques aient préparé cette intervention et soient intervenus indique qu'ils se sentent sûrs d'eux et résolus. Staline avait abandonné au capitalisme la moitié de la Pologne. Les Soviétiques aujourd'hui interviennent eux-mêmes avant que les Yankees le fassent. Et ils interviennent résolument. Staline est intervenu et a occupé la Pologne contre son propre allié [allemand] parce que le parti et l'armée l'y ont obligé. Même s'il ne fonctionnait pas le Parti a réagi en fonction des intérêts de l'État ouvrier en s'opposant au capitalisme allemand. Maintenant au contraire, ce sont les Soviétiques qui prennent l'initiative et s'étendent dans le monde.

Les masses du monde voient que le progrès s'accomplit sous la forme de l'État ouvrier. Aucun pays capitaliste ne permet un progrès sous la forme du capitalisme. Dans les pays capitalistes, il y a de

pures critiques, des dénonciations, une répression publique évidente. Aux yeux de l'humanité, le capitalisme est responsable de tous les maux et de l'arriération, alors que l'État ouvrier, bien que sa direction soit bureaucratique, est porteur de progrès. Un pays aussi minuscule que Grenade, ou d'autres à peine plus grands comme le Nicaragua ou le Salvador, décident de prendre la voie du socialisme. Ils voient que le capitalisme y est opposé, qu'il va contre la nécessité logique de l'histoire. C'est comme si on voulait empêcher le soleil de se lever en le couvrant. Le soleil ne se couvre pas. Le progrès de l'histoire est comme le soleil levant. Tout le monde sait qu'il en est ainsi depuis Copernic...

Le capitalisme se prépare à cet affrontement avec une grande inertie sociale et une grande mobilité militaire. Pour sa part l'État ouvrier a une grande capacité militaire - supérieure même à celle de l'impérialisme - et une capacité sociale encore supérieure à sa supériorité militaire. C'est pour cela que des États ouvriers surgissent partout. A l'approche de la préparation de la guerre des États ouvriers se forment, et il n'y a que défaites sur défaites pour le capitalisme. Il existe un sentiment de défaite dans l'esprit de tous les capitalistes.

L'intervention des Soviétiques en Afghanistan exprime l'assurance de l'État ouvrier, sa puissance, la transcendance et les perspectives de l'État ouvrier. Elle met aussi en évidence la faiblesse du système capitaliste, sa division, ses craintes. Les Soviétiques n'ont pas hésité à intervenir en Afghanistan. Ils avaient cherché d'abord à concilier avec Amin, mais quand ils l'ont renversé ils ont agi pour protéger l'État ouvrier et étendre ses frontières, en faisant face à la possibilité de réactions défavorables de la part de l'Iran, des Yankees, du Pakistan et de la Chine. Malgré tout cela les Soviétiques sont intervenus. Cela indique une assurance et une résolution de défendre l'État ouvrier, mais aussi une capacité de décision et de manœuvre politiques beaucoup plus grande qu'avant, parce qu'ils ont coupé court à la possibilité pour les féodaux de reprendre le pouvoir en Afghanistan et d'ouvrir la porte directement ou indirectement aux Yankees. L'État ouvrier déclare aux masses du monde : « Nous sommes disposés à défendre cette conquête historique, même au prix de la guerre ». Les masses du monde le comprennent, elles ont vu que l'État ouvrier cherche à étendre ses frontières et à développer des conditions similaires à celles de l'Union Soviétique, c'est-à-dire contre le système capitaliste. Les masses du monde le sentent et le comprennent. Les Soviétiques sont en train d'apprendre à développer une capacité de manœuvre politique en fonction de la finalité historique et non en fonction des intérêts de la caste dirigeante.

Les autres interventions de l'Union Soviétique, comme celle en Pologne et en Finlande avant la Deuxième Guerre Mondiale, avaient la même fermeté, mais elles étaient menées avec moins de capacité tactique et moins d'acceptation de la part des masses. Les Soviétiques intervenaient en Pologne contre leur ancien allié nazi et seule une partie de la population polonaise les soutenait. Maintenant, toute la population afghane qui vit et intervient appuie l'intervention soviétique. C'est un pays peuplé de tribus nomades avec beaucoup de contrebandiers et de voleurs. La presse bourgeoise parle du « pauvre peuple afghan qui lutte, résiste à l'Union Soviétique, abat ses avions, détruit ses tanks... ». Mais elle ne dit pas qui donne des armes, des moyens de transport et de l'entraînement militaire à ces rebelles. Les déclarations des capitalistes sont aussi cohérentes que celles d'un tueur, d'un assassin. Etre cohérent, cela voudrait dire comprendre comment ces tribus afghanes - ces pauvres gens qui n'ont rien - apparaissent tout d'un coup avec un armement capable de battre l'armée soviétique ! L'armée soviétique, qui a vaincu les nazis et devant laquelle l'impérialisme n'ose pas se lancer à l'attaque, peut être mise en déroute par ces « pauvres rebelles » armés de fusils de bois ! Il faut avoir une mentalité stupide pour le croire. Ce sont des mensonges. Avant, ils disaient les mêmes mensonges à propos de la rébellion des Érythréens contre l'Éthiopie. Si les Érythréens étaient capables « de détruire quinze tanks soviétiques »,

comme le disait la presse capitaliste, c'est parce qu'ils avaient des armes très modernes. S'ils ont de telles armes c'est parce qu'ils les reçoivent des impérialistes.

L'impérialisme voit le danger : si l'Afghanistan se développe, il va influencer l'Iran et le Pakistan. C'est pour cela qu'il veut couper court. C'est dans ce sens qu'il a intérêt à exploiter la situation. Du point de vue géographique, il ne peut pas faire grand-chose dans cette zone, il n'a pas le temps d'y acquérir des forces. Il cherche donc à exploiter la situation pour contenir le progrès, pour être lui-même un centre de la lutte contre les Soviétiques et pour empêcher que chaque capitalisme (français, japonais ou anglais) mène des négociations particulières avec l'Union Soviétique. Mais les Soviétiques en viennent à intervenir directement parce qu'ils sont prêts à avancer dans toute la mesure du possible, même au risque de la guerre. En même temps qu'ils essaient d'empêcher la guerre et de négocier pour l'empêcher, ils s'y préparent. Staline ne faisait pas cela. Il se préparait très relativement sur le plan militaire, mais socialement il n'était pas du tout préparé. Les Soviétiques maintenant se préparent très bien, militairement et socialement. Il existe 20 États ouvriers et les masses du monde ne se laissent pas embrouiller, elles ne considèrent pas l'intervention soviétique comme une annexion mais comme une mesure nécessaire à laquelle elles aspirent. Les Nicaraguayens par exemple attendaient anxieusement que les Cubains viennent les aider.

L'opposition à l'intervention soviétique de la part de partis ou de syndicats est très superficielle. Elle n'a rien de sérieux ni d'important. Elle provient d'ailleurs de mouvements qui n'ont pas de force d'attraction sur la conduite politique du prolétariat. Elles peuvent peser sur le plan syndical, à travers des revendications transitoires, mais elles n'ont aucun poids historiquement sur le plan politique et social. C'est le prolétariat qui décide. Ce sont les Soviétiques, et l'avant-garde prolétarienne qui appuie les Soviétiques, qui ont de l'autorité sur le reste de la classe.

L'intervention soviétique en Afghanistan est une défaite très grande pour l'impérialisme. Les Yankees espéraient utiliser le Pakistan, s'y installer, et faire ensuite certaines concessions à l'Iran pour l'avoir aussi sous leur domination. Ils préparaient une tenaille contre l'Union Soviétique en vue de la guerre. Ils montrent toute leur stupidité d'avoir cru qu'ils y parviendraient. L'impérialisme fait des choses insensées, il agit par à-coups désespérés. De toutes façons, tous les mouvements qu'il fait sont assez prudents, ce qui veut dire qu'il rencontre beaucoup de résistance au sein même des États-Unis. La réunion que le gouvernement nord-américain a dû faire avec les producteurs de céréales - à propos de l'embargo sur le blé vis-à-vis de l'Union Soviétique -, a fait apparaître que les capitalistes agissent en fonction de leurs propres intérêts commerciaux et non selon leurs intérêts communs en tant que capitalistes.

L'impérialisme a été impuissant à prévoir et contenir l'intervention soviétique. Ce sont les Soviétiques et non les partis communistes qui vont décider. Ce que font les partis communistes n'a pas d'influence au Nicaragua par exemple, alors que ce que font les Soviétiques en a. Les masses du Nicaragua ou du Salvador ne voient pas dans les Soviétiques une caste bureaucratique (ce qu'ils ne sont déjà plus : ils ne sont plus une caste même s'ils sont encore bureaucratiques), mais elles voient que de là surgit le progrès. Elles voient que Staline, même s'il s'est maintenu pendant toute une période, a été liquidé, et que l'État ouvrier a avancé. Aux États-Unis en revanche il y a eu Carter après Ford et rien n'a changé.

D'autre part, les partis communistes ont des positions qui expriment le doute. Le Parti Communiste Français appuie en général l'intervention soviétique, tandis que le Parti Communiste Italien ne s'y oppose pas de façon intransigeante. Il fait des déclarations politiques de

circonstances mais aucune campagne d'opposition. Le Parti Communiste Espagnol lui-même, qui critique les Soviétiques, critique aussi les Yankees pour rester bien avec sa base. Le Parti Socialiste Français a lui aussi une attitude bien significative, il accuse également les Yankees d'avoir fait des invasions, tout en parlant de l'intervention soviétique.

L'attitude et la résolution des Soviétiques en Afghanistan est un grand progrès de l'histoire. Tous ceux qui parlent des « grandes luttes menées par les rebelles » ne se demandent pas d'où ils ont sorti leurs armes. Ce sont les capitalistes qui donnent ces armes au Pakistan pour qu'il les distribue aux rebelles, qui sont des féodaux et des bourgeois. Avant déjà, on montrait les Kurdes de Barzani comme s'ils se battaient avec des couteaux et des canifs, comme si c'était avec cela qu'ils abattaient les avions irakiens ! La même chose pour les Érythréens, on les montrait faisant des actions qui ne peuvent se réaliser qu'avec des armes modernes et pas seulement avec du courage et de l'audace. Comment va-t-on croire que les Soviétiques « bombardent au napalm » et que ces types résistent avec des couteaux, des revolvers, des boîtes d'allumettes ! Voilà pourtant ce que disent les journaux. Mais les journalistes sont également responsables. Il est de leur devoir de dire « Je ne transmets pas les nouvelles mensongères ». Ceux qui fournissent de telles informations le font avec un intérêt politique déterminé.

L'attitude des Chinois est plus prudente. Ils voient que l'affaire n'est pas simple. Les Yougoslaves et les directions d'autres États ouvriers jugent d'après le fait qu'ils ont connu l'imposition de la bureaucratie soviétique dirigée par Staline, et continuent à croire que c'est la même chose. Ils ne voient pas les changements qui se sont produits en Union Soviétique depuis Staline et ils s'opposent à l'Union Soviétique parce qu'ils défendent eux-mêmes des intérêts bureaucratiques propres qui correspondent au stalinisme.

L'intervention soviétique s'est faite ouvertement. On discute dans le mouvement communiste mondial quel est le caractère de cette intervention. Une intervention dans un autre pays n'est pas nécessairement une invasion ou une annexion. Il y a des interventions qui sont nécessaires pour aider les pays à se développer.

La bureaucratie soviétique a continué à dire « qu'elle est intervenue parce qu'elle a été appelée ». Elle ne mène pas un affrontement classe contre classe, un affrontement de l'État ouvrier contre le capitalisme, mais elle veut encore laisser croire que l'on peut profiter des relations avec l'impérialisme pour empêcher la guerre. C'est pour cela que la conception de l'inévitabilité de la guerre ne s'est pas développée dans le monde alors que les Soviétiques se préparaient intérieurement pour la guerre. Ils faisaient des préparatifs militaires pour cette fin. Mais ils donnent encore comme justification à ces préparatifs que ce n'est pas parce que la guerre est inévitable, mais que c'est un moyen de dissuader l'impérialisme d'attaquer. Ils croyaient ainsi pouvoir avancer et désintégrer progressivement l'impérialisme, permettant l'avance des partis communistes.

Cependant, cette avance des partis communistes a produit le résultat inverse : ceux-ci se sont rendus indépendants ou font une politique à part. Ils font même parfois une politique opposée aux intérêts de l'État ouvrier soviétique, qui n'est pas non plus en faveur des masses de leur pays respectif. Les Partis Communistes Espagnol, Italien ou Français par exemple, font une politique bureaucratique cherchant à concilier avec le capitalisme. Le Parti Communiste Japonais faisait la même chose mais il a changé : l'aile antisoviétique a été écartée. C'est pour cela qu'il y a un si grand progrès dans le Parti Communiste Japonais. Il en va de même pour le Parti Communiste Portugais.

Le capitalisme prépare la guerre avec une très grande faiblesse et dans les pires conditions de l'histoire. Il prépare la guerre sans cohésion interne entre les différents secteurs capitalistes. Ceux-ci sont unis par une même peur de classe et non par la défense de la libre concurrence qui donnerait une capacité de pensée et de création plus grande. Il n'y a rien à penser là-dedans ! Ils sont unis par la peur, mais ils doivent aussi admettre l'existence des États ouvriers. Les masses du monde voient que c'est le capitalisme qui recule et non les États ouvriers. Elles voient que là où les États ouvriers interviennent, le progrès et les mouvements sociaux anticapitalistes se développent. C'est dans de telles conditions que l'impérialisme va entrer en guerre.

L'attitude des Soviétiques montre une résolution très grande. Cela ne veut pas dire qu'ils vont consentir complètement au progrès révolutionnaire ou admettre l'apparition d'ailes révolutionnaires, mais que le pouvoir bureaucratique va diminuer. Le triomphe et le progrès de l'Union Soviétique signifient une diminution du pouvoir de la bureaucratie. La victoire de l'Union Soviétique à l'époque de Staline a signifié la fin de celui-ci et l'affaiblissement postérieur de l'appareil, jusqu'à la chute de Kroutchev - c'est-à-dire la chute de l'appareil brutal et rude. Cependant Brejnev a dû faire la Constitution Soviétique actuelle pour se lier au monde. Cette Constitution déclare que « L'Union Soviétique cherche la construction mondiale du socialisme » et qu'« Elle appuie tout mouvement de libération nationale et de progrès social ».

Le capitalisme est assiégé dans le monde. Il y a des États ouvriers en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, en Europe. Le capitalisme est encerclé. Il veut encercler le monde par les armes, qui sont les instruments les plus faibles de l'histoire, tandis que les Soviétiques l'entourent par le socialisme qui est l'arme la plus forte de l'histoire. Le socialisme porte en lui les moyens nécessaires pour avancer. Les armes tuent mais ne créent pas. Le socialisme crée. Les masses du monde voient cela et les masses Soviétiques également. Le capitalisme entre dans la guerre avec le sentiment et la conscience que c'est la fin de son existence, le dernier acte de la tragédie capitaliste.

Les Yankees n'ont pu et n'osent faire aucun appel aux masses nord-américaines. Les Soviétiques ne leur font pas d'appels publics mais tout ce que font les masses Soviétiques représente un appel aux masses nord-américaines. Les Soviétiques sont intervenus ouvertement et directement en Afghanistan, alors que les Yankees ont dû cacher et déguiser leur intervention. Il n'y a aucune manifestation aux États-Unis contre l'Union Soviétique ou contre le Vietnam. Au contraire, c'est Carter qui a dû parler d'éliminer « le complexe du Vietnam ». Quand il doit parler ainsi, cela veut dire que ce complexe existait. Ce n'était pas une simple formule mais la qualification d'un état de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nord-américaine. Le complexe du Vietnam signifie qu'ils sont complexés d'avoir pu être vaincus, d'être intervenus injustement et mal à propos. Quand Carter dit : « C'en est fini de ce complexe », cela veut dire qu'ils essaient de l'effacer mais qu'ils l'ont toujours. Ils ont le complexe de voir que le capitalisme va être vaincu. Les Yankees viennent de décréter l'embargo sur les ventes de blé à l'Union Soviétique mais les producteurs agricoles américains se déclarent opposés à cette mesure ! Telles sont leurs contradictions.

Le mouvement qui va se développer dans ce processus de préparation de la guerre va passer au-dessus de la tête de certaines directions des partis communistes, celles qui sont timides, conciliatrices et qui ont une conception évolutive du progrès de la société. Elles vont être écartées, éliminées. Les partis communistes n'ont pas de positions sûres et fermes, ils vacillent, ils prennent une position, en changeant, la reprennent. Les Soviétiques ont en revanche des positions fermes. Ils sont intervenus à Cuba, en Éthiopie, en Angola, au Mozambique et maintenant en Afghanistan. Les masses du monde apprennent de cette manière ce que sont les relations mondiales de forces.

Elles l'apprennent dans la pratique.

Cette intervention soviétique est un progrès très grand et indique le peu de perspective d'existence qui reste au capitalisme. Non seulement il entre en guerre dans des conditions de grande faiblesse, mais encore il n'est pas parvenu à terroriser l'humanité, à commencer par les communistes. Les lettres publiées par « L'Unita » (organe du Parti Communiste Italien), qui appuient l'intervention soviétique en Afghanistan, expriment la pensée de la base communiste. Cette situation met en évidence aussi une plus grande assurance des Soviétiques qui ne se laissent pas intimider, ni par l'attitude des Chinois, ni par le front unique objectif des Chinois avec le capitalisme. Les Soviétiques voient qu'une fois la guerre commencée les Chinois devront être avec eux et non avec les Yankees. Brown, l'envoyé de Carter, va en Chine à la recherche d'un front. S'ils arrivent à le faire il faut s'attendre à des mouvements importants contre cette direction en Chine. Celle-ci agit arbitrairement et sans notion de rien. Mais les masses et une partie de la direction n'agissent pas de la même façon. Il n'y a ni vie politique, ni vie syndicale en Chine, de telle sorte que l'on ne peut pas dire avec précision quels mouvements vont se produire. Mais il est certain qu'il y a une résistance en Chine aux mesures favorables au capitalisme. Au début, la télévision montrait qu'il y avait des écoles de danse occidentale en Chine, des coiffeurs occidentaux. Mais elle ne montre déjà plus rien. Si tout cela s'était développé, la télévision aurait continué à le montrer pour prouver au capitalisme que les Chinois font ce qu'ils disent et pour attirer certaines couches de la population. Mais tout cela a cessé. Et même si cela continue on ne lui donne plus la même importance qu'au début.

Ceci veut dire qu'une partie de la direction et de l'avant-garde prolétarienne et révolutionnaire chinoise attend son heure pour intervenir. Cette direction chinoise n'a pu organiser aucun mouvement de masses important, faire des assemblées, des réunions, des congrès. Elle ne le fait pas parce qu'elle n'est pas sûre d'avoir la majorité, ou qu'elle n'a même pas pour elle une minorité importante. Dans une guerre contre l'Union Soviétique, la Chine sera à ses côtés et non aux côtés des États-Unis. L'impérialisme essaie tout au plus de se servir de la Chine. D'autre part, le Japon n'a pas voulu se compromettre avec les Yankees. Il sent, tout comme l'Allemagne, qu'il va disparaître dans une future guerre.

L'impérialisme n'a rien pu faire pour empêcher l'intervention soviétique. Il espérait que cette intervention entraînerait une réaction des Iraniens contre les Soviétiques. Il n'en fut rien. Les Yankees se sont empressés de dire : « L'Iran verra que c'est l'Union Soviétique qui a envahi un pays musulman ». Mais les Iraniens n'ont lancé aucune attaque contre l'Union Soviétique. Il s'agit d'un processus dans lequel les États ouvriers ont toutes les conditions pour gagner parce qu'ils transmettent la vérité. Même en Iran le processus qui s'est ouvert ne reviendra en aucun cas en arrière. L'Iran ne peut être utilisé comme une base antisoviétique, ni se développer comme un nouveau capitalisme.

Nous pensons à propos des otages que c'est une erreur de les garder plus longtemps. Il aurait fallu, soit les juger, soit les libérer. La politique la plus juste serait de les libérer et de leur faire transmettre des résolutions, des déclarations adressées au peuple nord-américain : « Nous libérons les otages, nous les avons bien traités, nous poursuivons tel et tel objectif ». Il faudrait leur faire visiter Téhéran pour leur montrer quel est le développement de ce pays. Mais la direction iranienne n'a pas cette compréhension, c'est pourquoi elle en reste au même point. Il faudrait procéder à un jugement des otages mais cela n'est pas tellement important politiquement. Le plus important est de communiquer au peuple nord-américain les objectifs de la révolution iranienne et le progrès déjà accompli. Le Shah est un voleur et un assassin. Il a volé plus

de quinze milliards de dollars. Il n'a pas acquis cette fortune en travaillant !

L'intervention soviétique en Afghanistan répond à une nécessité du progrès de la vie, de l'histoire. C'est une impulsion au progrès social et économique de l'Afghanistan. Les Soviétiques continuent ce qu'ils faisaient déjà au travers de Cuba, en Éthiopie et en Angola. Cette intervention n'est pas une annexion mais une aide. Les masses du monde la voient et la jugent par le comportement des Soviétiques et par le résultat. Une invasion conduit à la soumission d'un pays. En Afghanistan, l'économie, la société, les relations humaines se développent. Alors, de quelle sorte d'invasion s'agit-il ? Tout comme la science et la culture contribuent aux connaissances et au progrès, l'intervention soviétique fait de même. Ce n'est donc pas une invasion.

D'autre part, les masses sont en train d'apprendre que les relations décisives s'établissent entre les grandes forces de l'histoire : États ouvriers et pays capitalistes. Le capitalisme signifie la mort, la régression, l'enterrement de la culture, de l'économie. L'impérialisme s'intéresse à l'économie et non aux gens, aussi tient-il compte de l'appareil productif pour accumuler des profits et non pour élever la vie des gens. En revanche l'État ouvrier a intérêt à la vie des gens et met l'économie à leur service. Les masses le voient et elles mesurent l'intervention en fonction de ce résultat, de cette interprétation. Il n'y a pas d'invasion quand on développe un pays sur le plan culturel, économique et scientifique.

Lors de la guerre de 1940-1945, les Soviétiques ont occupé l'Allemagne et en ont fait un État ouvrier, malgré Staline. Il en fut de même en Pologne et dans les autres États ouvriers. Lorsque Staline voulut s'imposer à la Yougoslavie et qu'il se heurta à l'opposition de Tito, il n'y eut pas d'invasion de la part des Soviétiques. Ce n'était pas à cause des menaces ou des pressions du capitalisme mais parce que la population et l'armée soviétique étaient opposées à des mesures militaires à l'encontre de la Yougoslavie et de la Chine. Ils auraient aussi pu envahir la Chine. Cela veut dire que même sous le régime de Staline ce n'était pas la bureaucratie qui décidait de toute la conduite de l'État ouvrier, mais ce mouvement qui était déjà en marche et qui finit par liquider et Staline et Kroutchev.

Les masses jugent que l'action de l'armée soviétique dans un autre pays n'est ni une invasion, ni une occupation, mais une intervention pour aider au développement de ce pays. C'est ainsi qu'il faut le dire. Les Soviétiques eux-mêmes devraient dire : « Nous sommes intervenus pour aider ce pays à se développer ». Ils ne le font pas parce qu'ils ont une conception bureaucratique et croient de cette façon pouvoir éloigner le danger de la guerre, ou du moins ne pas précipiter ou pousser à la guerre.

Le progrès, le développement de l'humanité, n'est pas déterminé par les petits pays mais par les grandes forces qui décident du cours de l'histoire. L'existence du capitalisme signifie le maintien des masses dans une vie arriérée. En 300 ans d'existence il maintient la moitié de l'humanité au bord de la famine. Dans tous les pays capitalistes des enfants meurent par centaines de la faim ou du travail. En Inde, au Pakistan, les enfants travaillent dès l'âge de 5 ans, pendant dix à douze heures par jour.

Les relations de forces mondiales sont déterminées par la participation des États ouvriers. Elles permettent à n'importe quel mouvement, comme le Nicaragua, de se décider à abattre Somoza sans craindre une intervention yankee. Les Yankees ont essayé d'intervenir mais ils n'ont pu le faire parce que les Soviétiques et même les Cubains allaient intervenir, et aussi parce que les masses latino-américaines se seraient soulevées contre eux. Ce sont les États ouvriers qui décident

du cours de l'histoire. Le capitalisme veut les encercler pour réduire leurs forces, leur importance et leur poids dans l'histoire. Il est légitime de la part des États ouvriers de se débarrasser de toute menace et de toute tentative d'étouffement de la part de l'impérialisme. C'est totalement juste ! Une telle mesure, même si elle implique une intervention militaire, n'est pas une annexion mais une intervention pour développer politiquement et socialement ce pays, qui autrement n'aurait pas suffisamment d'appui. Ce n'est pas une annexion mais une mesure nécessaire pour le progrès de l'histoire, qui se décide dans l'affrontement entre capitalisme et États ouvriers.

Les Partis Communistes d'Espagne et d'Italie ne le comprennent pas ainsi. Ils croient qu'il est encore possible de respecter l'indépendance de chaque pays. Comment peut-on penser cela si le capitalisme ne respecte rien ! Celui-ci ne respecte que ses propres intérêts. Il tue, assassine, empoisonne la population de toutes les manières, pour maintenir l'accumulation capitaliste, pour soutenir la concurrence inter capitaliste et l'antagonisme avec les États ouvriers. Comment peut-on dire qu'un pays doit décider par lui-même ? Il existe des relations de forces mondiales telles que les petits pays ne peuvent décider, ce sont les grands qui décident. Du côté capitaliste cela signifie la mort, la soumission des petits pays aux grands pays capitalistes. Du côté de l'État ouvrier cela signifie le développement des petits pays, car l'État ouvrier n'est pas impérialiste, il ne peut accumuler des intérêts, ni soumettre à lui le reste des pays. S'il le fait c'est lui-même qui régresse culturellement et scientifiquement. La condition d'existence de l'État ouvrier est de développer les autres pays sur le plan scientifique et culturel, et à partir de là sur le plan économique. Quand ces partis communistes demandent « la liberté » et « le respect de la souveraineté », ils doivent lier cette revendication à la conduite sociale historique et à la nécessité du progrès de l'histoire. Le capitalisme ne donne la démocratie nulle part, tandis que les États ouvriers doivent la donner, dans la mesure où ils permettent le développement des pays dans lesquels ils interviennent.

L'intervention en Afghanistan est la même que l'intervention en Angola ou au Mozambique. Pourquoi les dirigeants communistes n'ont-ils pas protesté contre les Cubains ? Et qui peut douter que ce soient les Soviétiques qui aient aidé l'intervention des Vietnamiens en Indochine, par leur appui militaire et économique ? On ne peut analyser l'histoire en disant : « Il faut respecter l'indépendance de chaque pays ». Il faut la défendre mais pour impulser et développer le progrès de l'histoire. Il n'est pas vrai que les peuples de chaque pays décident de leur propre destin. C'est vrai en Union Soviétique et dans les autres États ouvriers, mais ça ne l'est pas aux États-Unis. C'est le gouvernement impérialiste yankee qui prend les décisions. Dans des pays comme l'Afghanistan ce n'est pas le peuple qui décidait : il ne décidait même pas électoralement car 80% des gens ne votaient pas. Ce sont les grands propriétaires fonciers et féodaux qui décidaient, et ce sont les mêmes qui empêchent le développement du pays. L'aide soviétique élimine ces types, elle développe donc le pays. Il ne s'agit pas alors d'une invasion mais d'une intervention et d'une participation au progrès du pays, sous la forme d'une intervention militaire rendue nécessaire pour éliminer ces secteurs qui empêchaient le développement social et économique. C'est ainsi qu'il faut analyser. C'est la même chose pour l'Éthiopie et les autres pays d'Afrique et d'Asie.

L'intervention soviétique montre que l'Union Soviétique a besoin de pousser le monde à prendre sa propre voie et non de le soumettre à elle. Pas un seul des pays dans lesquels l'Union Soviétique est intervenue ne se trouve dans un état de soumission. Ils se sont tous développés, entre autres le Vietnam. Comment peut-on dire alors que l'intervention soviétique équivaut à une annexion et défendre une position selon laquelle « chaque pays doit être souverain ». Cela n'existe pas. En Afghanistan le peuple ne pouvait pas décider car ce sont les camarillas féodales qui ont toujours décidé. Si les Soviétiques ont dû déloger Amin c'est parce que celui-ci était en négociations avec les féodaux, les capitalistes et les Yankees.

Les Yankees ont appuyé le Shah d'Iran, ils l'ont accueilli et protégé politiquement et militairement. Ils ont protégé un assassin et un voleur de quinze milliards de dollars. Voilà de l'annexion ! Les communistes italiens doivent le dire ainsi. Ils doivent dire que ce sont les Yankees qui font des annexions. En protégeant le Shah ils se sont annexé quinze milliards de dollars ! Ils protègent le vol, l'assassinat. Les Soviétiques ne vont ni voler, ni assassiner, mais donner une impulsion à un pays parce qu'ils en ont eux-mêmes besoin pour élever les conditions de l'État ouvrier vers le socialisme.

Il faut appuyer inconditionnellement toute mesure telle que cette intervention soviétique, qui signifie une impulsion de l'Afghanistan vers un État ouvrier. Il faut en même temps appeler la population à intervenir, à participer à des discussions, à organiser des syndicats, des comités de quartiers, des comités dans les campagnes, faire participer rapidement les populations en proposant un programme de développement de la culture, des connaissances scolaires et artistiques, intensifier les programmes culturels et scientifiques au travers de la radio et de la télévision, créer des cadres dans le camp syndical, universitaire, pour que les gens interviennent dans ce processus, s'adresser aux groupes nomades dirigés par ces grands propriétaires afin de les gagner. L'Union Soviétique était pleine de groupes nomades comme ceux d'Afghanistan et elle les a incorporés à la vie sociale soviétique.

C'est sur cette base que les partis communistes doivent interpréter l'intervention soviétique. La critique que l'on peut faire à la direction soviétique concerne la limitation qu'elle met au développement de la démocratie soviétique interne. Il faut alors demander qu'il y ait plus de démocratie soviétique. Mais les partis communistes doivent commencer par la pratiquer eux-mêmes avant de la demander aux Soviétiques ! Les communistes italiens ou français ne peuvent demander une plus grande démocratie aux Soviétiques quand on ne discute pas dans leur propre parti.

Il faut appuyer la réforme agraire, lui donner un caractère systématique, distribuer les terres aux paysans et faire des coopératives collectives et des coopératives d'État, exproprier les grands propriétaires et donner les terres aux paysans, tout en faisant un plan de production soutenu par l'intervention technique de l'État, ou bien sous forme de terres étatisées, travaillant sous le contrôle direct de l'État. Il faut en même temps élever la vie syndicale, politique, l'organisation de coopératives et intensifier l'éducation, le plan d'alphabétisation, d'éducation politique, faire un plan de production industrielle, développer un plan répondant aux besoins de la population en logements, en routes, en moyens de transport, en hôpitaux, en eau courante, en gaz, en électricité, en production d'aliments de toutes sortes. Que la population voie qu'il s'agit d'un programme qui ne va pas profiter aux secteurs capitalistes, qui ne va pas orienter la production de façon à affirmer ou reproduire les intérêts capitalistes, et donc des conditions d'exploitation. Il faut former des organes dans les écoles, les usines, les quartiers, qui discutent ce programme et son application, de façon à élever la capacité politique et culturelle de la population pour qu'elle intervienne dans la production. Cela va lui donner une immense confiance.

Il faut élever l'éducation politique des masses, mais en comprenant que c'est sur la base d'un tel programme que la population va élever son intérêt et sa capacité pour apprendre. La population va le comprendre rapidement car elle va associer le plan d'éducation au progrès de son propre niveau de vie, et elle verra une union entre la préoccupation politique et le programme pour satisfaire les nécessités de la vie.

Le gouvernement soviétique doit donner tout son appui et faire des prêts, donner une aide économique et lancer des appels au mouvement ouvrier international, au mouvement révolutionnaire, pour qu'il appuie ce mouvement d'Afghanistan. Il faut faire des appels aux mouvements musulmans du monde entier pour qu'ils appuient ce mouvement qui tend à sortir les masses de l'arriération. Il faut faire sentir au mouvement musulman mondial que l'Union Soviétique et les autres États ouvriers sont préoccupés et intéressés au développement du progrès des populations, qu'elles soient catholiques, musulmanes, juives, ou de toute autre religion. Les États ouvriers ont une préoccupation objective pour le développement social et culturel des populations. Il faut faire ainsi pour influencer le mouvement musulman, et faire sentir aussi aux masses musulmanes d'Iran qu'il n'y a pas de contradictions entre le développement social et culturel du mouvement musulman et les États ouvriers. La religion n'est pas un obstacle. Les États ouvriers ne la considèrent pas comme un obstacle ou un empêchement au développement culturel, social ou économique des populations.

La population doit intervenir et diriger ce processus. Il faut qu'elle apprenne à le faire. De cette façon on empêchera la formation de l'appareil bureaucratique qui contient, dévie le processus d'élévation scientifique et culturelle de la population.

En Afghanistan, il y a une lutte interne au cours de laquelle, et même avec retard, la direction de ce processus est en train de se former. Les Soviétiques et les partis communistes sont intervenus avec retard mais une direction est en train de se former. Il y a une élévation de la lutte, tant intérieure qu'internationale. Il est évident que l'impérialisme a intérêt à bloquer l'autorité et l'extension de l'autorité politique de l'Union Soviétique.

L'intervention soviétique n'est pas une invasion. Les invasions sont destinées à écraser ou empêcher le développement d'un pays. L'Union Soviétique fait l'inverse : elle développe le pays. Mais tous ceux qui demandent l'expulsion des troupes soviétiques d'Afghanistan ne devraient-ils pas faire une campagne spéciale pour expulser les troupes yankees de Cuba ? Elles occupent illégalement Guantanamo, une partie du territoire cubain. Elles sont là pour essayer d'empêcher le développement économique et social de Cuba. Si elles n'y parviennent pas c'est que les relations de forces mondiales ont empêché l'impérialisme d'intervenir.

Le processus actuel est une lutte entre système capitaliste et États ouvriers. C'est une lutte système contre système. Les masses du monde se guident sur les États ouvriers et non sur les pays capitalistes. Elles suivent les partis communistes parce qu'elles voient en eux les représentants des États ouvriers. Même si les partis communistes ne le disent pas, les masses les voient comme les représentants des États ouvriers et comme l'instrument pour éliminer le système capitaliste et faire de nouveaux États ouvriers.

Les masses du monde voient aussi les préparatifs de guerre, et elles n'ont pas peur. Le capitalisme espérait paralyser les masses avec le danger de la guerre mais elles ne se laissent pas intimider. L'arrogance militaire, la toute-puissance des armes yankees, n'ont pas intimidé les masses du monde. Celles-ci se sentent soutenues et protégées par les États ouvriers. Elles sont alliées à eux, ainsi qu'aux grandes masses des partis communistes de France, d'Italie, du Japon, du Portugal, et en partie d'Espagne. Elles se sentent pleines d'assurance et agissent en conséquence. Elles ne manquent pas de perspectives, elles voient que le progrès signifie : étatiser, faire participer les syndicats, faire fonctionner les organes d'intervention dans les usines, les quartiers, les écoles.

Les masses apprennent des États ouvriers qu'elles peuvent passer du niveau le plus arriéré de

l'économie au niveau le plus élevé. Même si elles n'ont pas de moyens économiques pour développer leur pays, elles sentent que la vie est celle de l'État ouvrier, comme le Nicaragua, l'Angola et le Mozambique en sont des exemples.

Les masses du monde ont rejeté la campagne de l'impérialisme contre le Vietnam. L'impérialisme a dû abandonner cette campagne. Les masses ont vu que le Vietnam n'est pas intervenu au Cambodge pour l'écraser mais pour le faire progresser. Tous les Vietnamiens qui se sont enfuis étaient des voleurs qui fuyaient le travail et la construction du socialisme. Les masses ont vu que ce n'est pas l'État ouvrier qui martyrise, torture, maltraite. C'est ainsi qu'elles jugent. Elles voient que les États ouvriers sont ceux qui empêchent l'impérialisme de se lancer contre les mouvements révolutionnaires existants dans le monde. L'impérialisme ne peut intervenir comme avant, où et quand il veut, parce que les États ouvriers sont là.

Le capitalisme prépare la guerre dans des conditions où les masses sentent que le progrès se trouve dans l'État ouvrier et non dans le système capitaliste. Elles apprennent et déduisent que les critiques à faire aux dirigeants des États ouvriers doivent porter sur le manque de démocratie socialiste, c'est-à-dire la démocratie pour construire le socialisme et non pour que chacun puisse dire ce qu'il a envie de dire. Elles ne se laissent pas intimider par les dissidents, qui ne donnent aucune idée et qui sont des fuyitifs de l'État ouvrier. Elles comprennent que l'État ouvrier, même s'il doit être critiqué, est la force qui appuie le développement des transformations sociales et qui ouvre les conditions pour le progrès social, culturel et scientifique. Telles sont les rapports de forces mondiaux. Les masses voient que les Yankees ne peuvent intervenir car alors les Soviétiques, Cuba ou le Vietnam, interviennent à leur tour.

Les masses voient que le Vietnam ne s'est pas laissé intimider par l'invasion chinoise. Là il y avait une invasion ! Les Vietnamiens ont su se défendre et chasser les Chinois, montrant une énorme influence sur les masses chinoises. Beaucoup de ceux qui protestent aujourd'hui contre l'intervention soviétique en Afghanistan n'ont pas protesté contre l'invasion chinoise au Vietnam. C'était pourtant bien là une invasion car elle visait à écraser le développement social du Cambodge et du Laos, pour que la Chine n'en reçoive pas l'influence. Ce sont les Chinois qui ont perdu. Le Vietnam, soutenu par le rapport mondial des forces, a tenu bon. Les Yankees n'ont pas pu intervenir car l'Union Soviétique était là. Pour la même raison les Chinois ont calculé leur intervention, millimètre par millimètre. Une fois passée une certaine limite l'Union Soviétique allait intervenir. Les Vietnamiens, après avoir supporté des dizaines d'années de guerre, sans moyens, ont vaincu les Chinois et les ont obligés à se retirer. Les masses du monde voient cela et jugent la conduite des Vietnamiens. Ceux-ci auraient pu annexer le Cambodge et le Laos. Ils ne l'ont pas fait. Au contraire, ils impulsent leur développement. Le socialisme ne se construit pas avec des annexions, mais le socialisme a besoin d'impulser la lutte anticapitaliste et de construire des bases pour de nouveaux États ouvriers.

Dans ce processus il y a des limitations dues au manque de maturité, de préparation de cadres, de vie politique, culturelle, scientifique antérieure. Cela a permis le développement d'appareils bureaucratiques. La lutte contre le système capitaliste oblige à concentrer la vie politique, culturelle, militaire, en fonction de cet objectif, et cela permet aux appareils de se former. Mais les appareils bureaucratiques ont de moins en moins de conditions pour intervenir à leur profit. Ils doivent agir plus objectivement contre le capitalisme. Cela mène à un développement culturel, social et politique de la population, à un niveau plus élevé, et cela affaiblit l'appareil bureaucratique des États ouvriers et des partis communistes. Les partis communistes doivent en discuter.

L'intervention soviétique en Afghanistan est une nécessité de l'histoire pour empêcher la formation d'un gouvernement de structure féodale qui s'allie à l'impérialisme et menace l'Union Soviétique, l'Iran et la révolution dans toute cette zone. Tel est l'objectif de cette intervention. Les masses du monde voient avec joie et satisfaction cette défaite de l'impérialisme. Elles ne s'orientent pas en fonction des déclarations de la presse, de l'ONU, ou des impérialistes.

Au moment de l'intervention vietnamienne au Cambodge, la presse capitaliste et les impérialistes disaient : « Le Vietnam annexe le Cambodge ! ». Les masses ne se sont pas guidées là-dessus. Leur expérience, leur capacité culturelle, est infiniment plus élevée que celle de tous les dirigeants des partis communistes. Elles n'ont pas de préparation culturelle et scientifique mais elles ont une compréhension politique et sociale très élevée du fait de l'expérience qu'elles ont de la vie, et parce qu'elles voient dans l'intervention des Vietnamiens et des Soviétiques une impulsion au progrès des autres pays.

Cette intervention soviétique n'est pas une annexion au profit de l'Union Soviétique mais une intervention qui va développer l'Afghanistan. Les capitalistes crient « Annexion ! Annexion ! » car ils veulent empêcher le développement anticapitaliste de l'Afghanistan et de toute cette zone. Aucun pays occupé par les Soviétiques, les Cubains ou les Vietnamiens, n'a gardé un régime capitaliste. Au contraire, ces pays ont éliminé le capitalisme et ont créé des conditions pour le développement de l'économie, de la culture, de la science et de l'art. Voilà la conclusion à tirer.

J. POSADAS - 31 décembre 1979 - 5 janvier 1980

LE COUP D'ÉTAT RÉVOLUTIONNAIRE EN AFGHANISTAN

J . POSADAS – 27 avril 1978

L'Afghanistan - comme l'Iran - a toujours été un fer de lance de l'impérialisme contre l'Union Soviétique. Mais les Soviétiques y ont développé beaucoup d'influence. Certains courants militaires sont prosoviétiques. C'est de là que proviennent les luttes entre eux.

D'après la structure de l'action menée (6) ce coup semble prosoviétique. En Iran également une tendance très importante de l'armée est prosoviétique. Le Shah n'ose pas la liquider parce que même ceux qui ne sont pas prosoviétiques ne veulent pas de massacres. Les Soviétiques ont beaucoup d'influence en Iran et en Afghanistan.

L'Afghanistan fut très influencé par la Révolution Russe au début. C'est la politique de Staline qui causa son éloignement postérieur. L'Afghanistan est peuplé de nomades. La Révolution Russe a donné de l'ordre à leur vie. Le seul fait du progrès de la Révolution Russe eut beaucoup d'effet pour les élever, et une grande partie des nomades s'est sédentarisée. Ensuite, l'impérialisme anglais est intervenu pour corrompre, à partir de l'Iran qu'il dominait. En 1921 les Anglais ont dû concéder l'indépendance à l'Afghanistan.

Ce pays fait partie de toute une zone de l'Asie centrale qui connaît une arriération brutale. Des centaines et des centaines de tribus nomades ont été gagnées par les Soviétiques. Chaque tribu avait un dialecte propre qui équivalait à une langue. Les Soviétiques ont appris un peu de chaque dialecte afin de pouvoir communiquer. Et ils ont transmis une langue à ces populations : celle de Lénine.

Ce coup d'État est très important. Il y a là des régions qui vivent encore comme à l'époque tribale, il n'y a ni routes, ni eau. Mais une telle situation montre aussi une arriération de la direction de l'Union Soviétique, parce qu'à l'époque de Staline elle n'intervenait pas sur ces problèmes. A la première étape la Révolution Russe a eu beaucoup d'influence sur tous les pays arriérés, tels que la Turquie par exemple. La Turquie est devenue une république grâce à la Révolution Russe. L'Afghanistan fut également très influencé. Après 1917 l'Afghanistan et l'Union Soviétique ont établi des relations étroites.

L'Union Soviétique a aussi profondément influencé l'Iran. C'est ainsi qu'apparut le mouvement de Mossadegh (7) qui en 1950 nationalisa le pétrole contre les Britanniques. C'était un mouvement nationaliste, mais ses limitations étaient la conséquence de la politique de la bureaucratie soviétique qui n'est pas arrivée à construire quelque chose. L'impérialisme a dû contenir l'avance de l'URSS en se basant sur les erreurs de la bureaucratie soviétique et non sur sa propre capacité d'intervention. Il comptait aussi sur la peur qu'avait la bureaucratie d'un affrontement direct.

Maintenant les conditions sont différentes. Les Soviétiques cherchent à développer le programme d'extension de l'Union Soviétique. C'est ce qu'ils font par exemple en Éthiopie. C'est un autre territoire, mais c'est la même structure sociale, et elle avance même plus que l'URSS. La révolution

se définit, en dernière instance, par les rapports sociaux. Si elle n'arrive pas à élever et à transformer historiquement les relations sociales, elle ne peut ni s'affirmer, ni se développer. L'Union Soviétique n'a pas beaucoup reculé, elle s'est maintenue mais sans avancer parce que les relations sociales n'y sont pas suffisamment développées. Mais le capitalisme se trompait quand il croyait que l'URSS était en train de s'écrouler. Il a laissé Hitler envahir l'URSS. Il espérait que l'impérialisme allemand allait détruire « la Russie » comme ils disaient, et comme il en sortirait épuisé les Yankees et les Anglais en tireraient ensuite tous les bénéfices. Ils basaient leurs conclusions sur un calcul militaire et non sur une analyse sociale historique. Ils ne s'attendaient pas à ce qui s'est passé par la suite.

L'Union Soviétique aurait pu organiser et développer l'Iran, ainsi que l'Afghanistan et également la Turquie. Si Lénine et Trotsky étaient restés à la direction du pays il y a longtemps que la Turquie serait un État ouvrier. Il en serait de même pour la Finlande et la Suède. Ces pays sont très influencés par l'URSS. Le capitalisme domine encore dans toute cette zone mais il y a des gouvernements socialistes très avancés. Et même l'actuel gouvernement bourgeois de Suède est très avancé, plus que n'importe quel gouvernement social-démocrate. Il faut voir entre autres choses son attitude envers la classe ouvrière, les réfugiés politiques, et son appui au Vietnam. Même si le prolétariat et la petite bourgeoisie pauvre ne sont pas communistes ils veulent le progrès social.

L'Afghanistan a dû forcément concilier avec l'Union Soviétique, mais le pouvoir politique n'était pas dans les mains des Soviétiques. Ce pays était un fer de lance très important de l'Iran et de l'impérialisme. On ne peut pas dire que l'Afghanistan était « en bons termes » avec l'Union Soviétique : il n'avait pas d'autre remède. Aucun gouvernement de cette zone ne peut être antisoviétique car l'URSS y exerce une grande influence sur la petite bourgeoisie et sur une partie de l'armée.

Les mouvements de ces pays ont une structure très faible car il n'y a pas de développement industriel, commercial ou agricole. La base sociale est donc très pauvre. Bien que nombreuse, elle est très faible, parce qu'elle n'a pas de préparation, ni de vie politique. Il n'existe pas d'organismes politiques. C'est pour cette raison que l'armée a la primauté dans tous ces mouvements. Ils doivent faire une organisation tendant à regrouper la population, à avoir des contacts avec elle. Tous les changements qui se produisent ont une relation avec l'armée et avec l'Union Soviétique. L'URSS est un des principaux acheteurs et elle développe une grande influence. Le capitalisme n'exerce aucune influence sur la population, ni parmi les cadres moyens. Il a de l'influence parmi les couches supérieures qui résistent aux changements, grâce à un énorme appui des Yankees. Avant c'étaient les Anglais et maintenant ce sont les Yankees qui interviennent.

Ces mouvements sont le fait de petites équipes. Ils n'ont pas de relations avec des mouvements politiques, culturels, qui sont inexistantes. Mais l'armée reçoit toute cette influence parce qu'elle exprime des désirs, des tendances, des besoins supérieurs à ce qu'elle représente elle-même. Elle exprime quelque chose de beaucoup plus profond qui est le besoin de changement, de progrès, et entre autres choses l'influence que l'Union Soviétique a sur elle. Il n'y a pas de moyen de s'exprimer politiquement, culturellement, scientifiquement, car il n'y a pas d'organismes développant une vie culturelle, politique, scolaire. Il n'y a rien qui puisse être un centre de représentation de ce processus.

Il faut voir d'autre part la faiblesse de la politique des Soviétiques qui craignent de se heurter à l'impérialisme et les divergences qu'il y a parmi eux. Certaines tendances en URSS ne veulent pas

avancer plus. Mais ce mouvement va avoir beaucoup d'influence en Iran, au Pakistan, et même indirectement en Chine. L'influence sur la Chine est faible, mais cela diminue ses possibilités de rencontrer dans ces régions des appuis pour faire pression contre l'Union Soviétique. Les Chinois n'exercent aucune influence sur tous ces mouvements parce qu'ils font une politique opposée à l'expansion de la révolution. En Afghanistan, en revanche, les généraux sentent pour la première fois que leur uniforme leur va bien, et avec lui ils s'unissent aux transformations sociales.

J. POSADAS - 27 avril 1978

Notes :

(1) John Kennedy : Président des Etats-Unis qui fut assassiné en décembre 1963. J. Posadas analyse que le Pentagone fut le commanditaire de cet assassinat, au nom des intérêts de l'impérialisme américain, dans la continuité d'une politique d'agression internationale, et ce malgré l'échec de la tentative d'invasion de Cuba en 1962 dont la responsabilité fut attribuée à Kennedy. (Voir l'article de J. Posadas « L'assassinat de Kennedy par le Pentagone » du 3.12.1963). Tous les témoins de cet assassinat furent liquidés à leur tour et la vérité sur les auteurs du meurtre ne fut jamais établie.

(2) Amin : dirigeant d'une des deux tendances du Parti Populaire Démocratique d'Afghanistan (le Khala) qui prit le pouvoir le 27 avril 1978. Le Khala et Amin écartent peu à peu de la direction du pays les autres dirigeants de la révolution, Amin organise une répression très dure contre toute opposition et s'isole en particulier des masses paysannes qui sont la base sociale essentielle de la révolution. Toutes les réformes proclamées le 27 avril restent lettre morte, jusqu'à ce que Amin soit à son tour écarté du gouvernement et remplacé par Babrak Karmal, dirigeant du Parcham, l'autre tendance du PPDA.

(3) Jane Fonda : actrice de cinéma américaine qui prit une part importante dans l'organisation de manifestations aux Etats-Unis contre la guerre au Vietnam, ainsi que des mobilisations pour la paix avec d'autres courants d'intellectuels.

(4) Intervention soviétique en Pologne et en Finlande en 1939 : l'armée soviétique entra en Pologne le 17 septembre 1939 et en Finlande le 30 novembre, en prévention du danger nazi croissant. Trotsky appuya cette mesure qu'il considérait comme une impulsion bureaucratique à la révolution socialiste en Pologne. (Voir le texte de Léon Trotsky : « De l'égratignure au danger de gangrène » du 24.01.1940).

(5) Référence à l'appui apporté par l'Union Soviétique à Cuba, qui installa entre autres choses des rampes de lancement de fusées en 1962 contre la tentative d'invasion de l'île par les Etats-Unis.

(6) Référence au renversement du gouvernement de Daard et à la prise du pouvoir par Taraki, Amin, Babrak Karmal, et une équipe de militaires.

(7) Mossadegh : homme politique iranien, chef du gouvernement de 1951 à 1953. Il nationalisa les pétroles et manifesta vigoureusement son opposition au Shah. Malgré un plébiscite triomphal, il fut renversé par le coup d'Etat du général Zahedi le 19 août 1953. Il fut emprisonné de 1953 à 1956.